

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 30 JANVIER 1934

Rapport de la Commission de la Prévoyance sociale et de l'Hygiène, chargée de l'examen du Budget du Ministère de la Prévoyance sociale et de l'Hygiène pour l'exercice 1934.

(Voir les n° 4-XI, 50, 57 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 14, 15 et 20 décembre 1933; le n° 5-XI du Sénat.)

Présents : MM. MOYERSON, président; DEMOULIN, HENRICOT, JAUNIAUX, JOACHIM, RUTTEN (G.), SOLAU et CARPENTIER, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Par suite d'une disposition nouvelle dans la présentation des articles des budgets de 1934, il est difficile de procéder à une comparaison détaillée des divers postes du budget de 1934 avec ceux de l'année précédente.

Nous devons nous borner à constater que le total des crédits demandés est en diminution de 72,865,962 francs par rapport au budget de 1933.

En réalité la diminution des crédits a été plus forte, mais des dépenses nouvelles ont dû être inscrites pour subvenir aux nécessités des services.

Nous notons les chiffres ci-dessous comme :

<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>
Fr. 3,466,071 CHAPITRE 1. — Dépenses du personnel. . fr.	2,057,584
2,010,732 CHAPITRE 2. — Dépenses du matériel . . .	1,375,391
— CHAPITRE 3. — Subsidés et subventions aux sociétés mutualistes de retraite.	353,000
600,000 CHAPITRE 4. — Subsidés aux mutualités primaires, aux caisses d'invalidité, aux services médico-pharmaceutiques	6,931,690
17,920,000 CHAPITRE 5. — Pensions et secours	86,100,700
— CHAPITRE 6. — Divers	44,400
Fr. 23,996,803	Fr. 96,862,765

La réduction finale est donc de 72,865,962 francs.

CHAPITRE I.

DÉPENSES DU PERSONNEL.

Dans les développements (page 45, Document Chambre, n° 4-XI) l'augmentation des dépenses est justifiée notamment par le recrutement de contrôleurs et d'agents temporaires, les indemnités aux fonctionnaires du Ministère des Finances chargés de la révision des pensions de vieillesse. Cette dépense est compensée en partie par le montant des réductions des rémunérations du personnel.

Pour se rendre compte de l'importance de ces postes, il y a lieu de remarquer que la réduction pour traitements s'élève à 1,565,886 francs (art. 2, al. A), pour ce qui concerne le département de la Prévoyance sociale. Par contre les majorations pour les services du même département s'élèvent à 2 millions 864,116 francs se répartissant comme suit :

<i>Art. 2, al. e.</i> — Cabinet du Ministre.	fr.	100,050
Frais du département pour téléphones, etc. .		20,000
<i>Art. 3, al. a.</i> — Personnel temporaire de l'administration centr.		798,600
<i>Art. 3, al. c.</i> — Inspection de l'assurance contre les accidents .		16,320
<i>Art. 3, al. d.</i> — Service de revision des pensions.		886,500
<i>Art. 3, al. e.</i> — Service des estropiés.		131,800
<i>Art. 3, al. f.</i> — Agents salariés divers.		131,846
<i>Art. 6, al. b.</i> — Indemnités aux fonctionnaires du Ministère des Finances pour la revision des pensions . . .		799,000

L'article 3, litt. *d.* du projet de budget pour l'exercice 1934 prévoit un crédit de 886,500 francs pour couvrir les dépenses de personnel du service de revision des pensions de vieillesse. Pour les dix-huit contrôleurs, la dépense est prévue pour un an. Or, il se pourrait que la collaboration de ces agents ne soit plus requise au delà du 30 juin prochain. La dépense de personnel pour six mois est donc de $886,500 - 287,500 = 599,000$ francs. Pour un an (six mois en 1933 et six mois en 1934) elle se chiffre donc par $599,000 \times 2 = 1,198,000$ francs.

La dépense aurait même été plus élevée si le Département n'avait pas utilisé les services d'un certain nombre d'agents mis à sa disposition par d'autres Ministères qui assument la rémunération du personnel qu'ils ont cédé temporairement.

A cette charge, il faut ajouter celle résultant du paiement d'indemnités aux Contrôleurs et Receveurs des Contributions ainsi qu'aux Receveurs de l'Enregistrement et des Domaines. Cette dépense peut être évaluée à 1 million 615,000 francs.

Il faut également comprendre les dépenses supplémentaires de fonctionnement des Commissions d'Appel qui s'élèveront à environ 600,000 francs. On peut escompter, en effet, par suite de la revision, 45,000 appels dont 10,000 ont été traités en 1933 et le coût moyen par dossier peut être évalué à fr. 12-50.

En fait d'impressions diverses, fournitures de bureau, etc., la revision a entraîné une dépense de 155,000 francs chiffres ronds. Au total, la revision entraînera donc une dépense de 3,568,000 francs.

Notons que les traitements du personnel temporaire ne sont prévus que pour six mois et que cette dépense est de l'ordre du demi million.

D'après ces renseignements, il résulte qu'une revision des dossiers des pensions de vieillesse nécessite une dépense d'environ 4 millions. Outre celle-ci nous relevons un poste de 798,600 francs à l'article 3 pour les traitements du personnel temporaire de l'Administration centrale. Plus loin à l'article 4 un crédit de 204,813 francs est inscrit pour des fonctionnaires mis en disponibilité. Les motifs de cette mise en disponibilité sont indiqués ci-dessous.

<i>Grade.</i>	<i>Motif.</i>	<i>Epoque.</i>
Secrétaire Général . . . 1	Suppression d'emploi.	1 ^{er} février 1926.
Inspecteur 1	Limite d'âge.	1 ^{er} juin 1933.
Id. 1	Suppression d'emploi.	Septembre 1927.
Id. 1	Limite d'âge.	1 ^{er} février 1932.
Sous-Directeur (A) . . . 1	Suppression d'emploi.	1 ^{er} septembre 1927.
Chef de bureau 1	Id.	1 ^{er} octobre 1928.
Rédacteur de 1 ^{re} classe . . 1	Id.	1 ^{er} mars 1927.
Agent désinfecteur . . . 1	Id.	1 ^{er} juin 1927.

Il résulte de cet exposé que le Parlement fera œuvre utile en ne modifiant pas sans nécessité absolue les lois sur les pensions de vieillesse, car chaque revision de l'espèce jette non seulement le trouble et le désarroi parmi les intéressés mais entraîne aussi des charges pour le Trésor qui ne seront pas toujours largement compensées par des réductions massives, comme celles qui ont été réalisées au cours de l'exercice 1933. Nous attirons également l'attention du Gouvernement sur l'inopportunité de modifier, comme on l'a fait dans ces derniers temps, les attributions des Ministres, car ce remaniement a pour conséquence la nomination de nouveaux fonctionnaires et, chose paradoxale, la suppression et la mise en disponibilité d'agents en fonctions.

Nous reproduisons ci-dessous un tableau indiquant le nombre de fonctionnaires attachés au Ministère de la Prévoyance Sociale sans tenir compte des messagers et des gens de service, ainsi qu'un relevé des dépenses d'administration nécessitées par l'organisation des œuvres sociales.

(A) Le second sous-directeur en disponibilité a été replacé en activité de service en 1933.

PERSONNEL EN FONCTIONS AU 1^{er} JANVIER 1934.

Secrétariat Général	Direction Générale de l'Assurance et de la Prévoyance sociales		Direction Générale des pensions de vieillesse.		Administration de l'Hygiène		
	Agents permanents.	Agents temporaires.	Agents permanents.	Agents temporaires.	Administration centrale.	Services provinciaux.	
25	5	90	12	92	97	27	104
							16 (1)

(4)

(1) Y compris 4 agents sanitaires.

Le tableau ci-après a été établi sur la base des liquidations effectuées au cours de l'année 1933.

SERVICES	TRAITEMENT		Frais de déplacements et billets forfaitaires.	Impressions et fournitures de bureau.	Matériel (Eau, chauffage et éclairage).
	du personnel permanent	du personnel temporaire			
Direction générale des Pensions de vieillesse	1, 832, 000	1, 170, 000	220, 865	280, 000	(1) 103, 750
Direction générale de l'Assurance et de la Prévoyance sociales	1, 380, 000	150, 000			
Inspection générale des Assurances contre les accidents du travail et des assurances privées	360, 000	»	44, 750	99, 050	
Office d'assurances dans les territoires d'Eupen et de Malmédy.	48, 000	»	(3) 345, 920	19, 500	17, 500
Office des Estropiés et Mutilés	500, 000	»		28, 100	(2)
Service des Allocations familiales . . .	425, 000	»	38, 300		

(1) Tous ces services étant installés dans un même immeuble (R. des Petits Carmes), il n'est pas possible de fixer la part de chaque administration.
(2) Il n'est pas possible d'évaluer cette dépense, le service en cause n'occupant qu'une faible partie des locaux de l'immeuble de la rue Lambermont.
(3) Y compris une somme de 313,988 pour le contrôle médical.

CHAPITRE II.

DÉPENSES DE MATÉRIEL.

La modification des diverses rubriques, leur classement nouveau ne permettent plus de faire une comparaison avec les postes correspondants des budgets précédents. Nous devons nous contenter de signaler une augmentation globale de 2,010,732 francs et une diminution de 1,375,391 francs, soit en dernière analyse une augmentation de 635,341 francs, malgré les économies réalisées sur certains articles. Le Département nous a fourni les renseignements suivants à ce sujet :

L'augmentation de 635,341 francs résulte notamment du fait que la redevance pour le transport des correspondances de service a été fixée *par l'Administration des Postes* à 2,428,863 pour 1934, en augmentation de 899,242 francs sur l'année 1933. En outre, par suite des modifications apportées à la classification des dépenses par ordre de M. le Ministre des Finances, un grand nombre de crédits prévus en 1933 ont dû, pour la comparaison des deux budgets, être inscrits dans leur totalité en regard d'un autre article, dans le crédit duquel une partie seulement de leur montant a été incorporée. Tel est le cas, notamment, pour l'Inspection Générale de l'Assurance contre les accidents du travail et les Services de l'Administration de l'hygiène.

Nous signalons que les dépenses pour le fonctionnement des Commissions d'appel des pensions de vieillesse figurent au budget pour 510,000 francs (art. 13, al. d), soit une majoration considérable par rapport aux années précédentes.

En effet au cours de l'année 1932, les frais de fonctionnement des Commissions d'Appel se sont élevés à 111,156 francs pour l'examen de 6,399 dossiers.

Pour 1934 on prévoit un minimum de 45,000 appels.

En tenant compte d'une part de ce que les indemnités allouées sont diminuées actuellement de 15 p. c. mais d'autre part du relèvement considérable du nombre d'appels introduits, il est à prévoir que le crédit porté au budget sera à peine suffisant.

CHAPITRE III.

SUBSIDES ET SUBVENTIONS.

Art. 17 à 19. — Les subsides aux sociétés et fédérations mutualistes de retraite sont prévus par l'article 22 de la loi du 14 juillet 1930. Cet article dit : En vue de couvrir les frais d'administration, il sera accordé aux associations mutualistes reconnues qui interviendront à titre d'intermédiaire entre les assurés et la Caisse générale d'épargne et de retraite pour l'exécution de la présente loi, un subside annuel dont le montant et les conditions d'octroi seront fixés par arrêté royal. Par rapport au budget de 1933 le crédit est diminué de 351,500 fr. en vertu de l'arrêté-loi du 31 mai 1933 qui a réduit les subsides de 20 p. c.

Faisons remarquer qu'aucun arrêté royal n'a été pris en exécution de l'article 22 ci-dessus rappelé, mais les arrêtés royaux du 25 novembre 1925 et du 30 mai 1930 sont encore d'application moyennant les réserves de l'arrêté-loi du 31 mai 1933.

A titre documentaire nous reproduisons les arrêtés de 1925 et 1930.

Arrêté royal du 20 novembre 1925.

Art. 1^{er}. — Le montant annuel du subside alloué aux sociétés mutualistes de retraite pour les versements effectués par leur intermédiaire, en exécution de la loi du 10 décembre 1924, est déterminé d'après les règles suivantes :

A. — Pour les affiliés âgés de quatorze ans et moins.

a) Un franc par carte de versements transférée à la Caisse de Retraite et portant des timbres-retraite pour une valeur de 6 à 11 francs;

b) Un franc cinquante par carte de versements portant des timbres-retraite pour une valeur de 12 à 17 francs.

c) Deux francs par carte de versements portant des timbres-retraite pour une valeur de 18 francs et plus;

B. — Pour les affiliés âgés de plus de quatorze ans :

a) Un franc par carte de versements transférée à la Caisse de Retraite et portant des timbres-retraite pour une valeur de 12 à 23 francs.

b) Un franc cinquante centimes par carte de versements portant des timbres-retraite pour une valeur de 24 à 35 francs;

c) Deux francs par carte de versements portant des timbres-retraite pour une valeur de 36 francs et plus.

Art. 2. — Il est tenu compte pour la détermination du montant du subside de l'âge de l'affilié au moment de l'établissement ou du renouvellement de la carte.

Art. 3. — Le montant annuel du subside alloué aux sociétés mutualistes de retraite pour le transfert à la Caisse de Retraite des cartes de versements remises par les employeurs aux assujettis mutualistes est fixé à fr. 0-75 par carte transférée.

Art. 4. — Le montant annuel du subside alloué aux fédérations mutualistes est fixé à fr. 0-50 par carte d'assuré transféré par leur intermédiaire à la Caisse de Retraite dans les conditions fixées à la section c) du chapitre II, titre II, de l'arrêté royal du 19 novembre 1925. Ce subside est également accordé avec ceux prévus aux articles 1^{er} et 3, aux sociétés mutualistes reconnues qui auront transféré directement au minimum 5,000 cartes de versements à la Caisse de Retraite.

Art. 5. — Le subside n'est accordé qu'à la condition que les écritures de l'organisme mutualiste soient régulièrement tenues et que les cartes de versements aient été transférées et le compte annuel transmis dans les délais réglementaires.

Art. 6. — Le subside n'est pas accordé aux sociétés mutualistes qui n'auront pas transféré dans le cours de l'année, au minimum 100 cartes de versements, ni aux fédérations qui n'auront pas transféré au minimum 5,000 cartes de versements.

Toutefois, il sera alloué pour l'année 1926, quel que soit le nombre de cartes transférées.

Arrêté royal du 30 mai 1930.

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'article 6 de Notre arrêté du 20 novembre 1925 sont modifiées comme suit :

« Le subside n'est pas accordé aux sociétés mutualistes qui n'auront pas transféré dans le cours de l'année au minimum 100 cartes de versements et aux fédérations qui n'auront pas transféré au minimum 2,500 cartes de versements. »

Art. 2. — Les règles fixées par le présent arrêté seront applicables aux opérations effectuées par les fédérations mutualistes en 1929.

Art. 3. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Un membre a fait remarquer que le subside alloué par le Gouvernement aux mutualités de retraite pour couvrir leurs frais généraux est insuffisant. Le travail imposé aux secrétaires de ces organisations devient si important, leur responsabilité est parfois si lourde qu'il serait désirable non pas de diminuer l'intervention de l'État mais au contraire de l'augmenter.

CHAPITRE IV.

SUBSIDES AUX ŒUVRES DE PRÉVOYANCE.

Art. 20. — Allocations familiales. — Est supprimé le subside à la Caisse nationale d'allocations familiales en vue de lui permettre de satisfaire au prescrit de l'article 52, alinéa 3 de la loi du 4 août 1930 ainsi que pour l'aider à couvrir ses frais de fonctionnement.

La disposition de l'article 52 disait notamment : « L'État versera annuellement à la caisse nationale une subvention de 30 millions. Le bénéfice de cette subvention est réservé au troisième enfant et aux enfants suivants.

» La subvention de l'État servira en premier lieu à aider les caisses primaires dont les ressources resteraient insuffisantes après la répartition des fonds prévus à l'article 50 et 51 à payer au troisième enfant et aux enfants suivants le minimum d'allocation fixé par la présente loi. »

L'arrêté royal du 14 août 1933 apporte certaines modifications à cet article en spécifiant ceux qui ont droit aux allocations familiales. Ces dispositions procurent une économie notable dans les dépenses ce qui permet de compenser les diminutions de ressources de la caisse nationale résultant notamment de la crise économique et de mettre celle-ci dans la possibilité de rembourser les avances consenties par les caisses de compensation sur leur fonds de prévision.

Nous avons posé au Ministre plusieurs questions au sujet du fonctionnement des caisses d'allocations familiales. Les réponses sont reproduites ci-dessous :

PREMIÈRE QUESTION. — Quelles sont les conséquences, au point de vue financier, de l'Arrêté royal du 14 août 1933, concernant les allocations familiales?

RÉPONSE. — L'arrêté-loi du 14 août 1933 vise deux objets principaux :

1^o Mettre fin à l'abus qui consistait à faire échapper certaines catégories d'employeurs au versement d'une cotisation, alors que leur personnel aurait

droit aux allocations familiales (voir article 1^{er} de la loi). On peut évaluer à quelque dix millions les recettes supplémentaires qui résulteront pour les caisses de compensation de ces nouvelles dispositions, du jour où celles-ci pourront être appliquées intégralement;

2^o Introduire des sanctions pénales à l'égard des employeurs qui, tout en étant affiliés à une caisse de compensation ne versaient pas ou ne versaient qu'irrégulièrement leurs cotisations. Les résultats de ces dispositions dépendront de la diligence et du soin que manifesteront les caisses de compensation à signaler régulièrement au contrôle du Département les employeurs en défaut et tombant sous le coup des dites sanctions pénales.

DEUXIÈME QUESTION. — Quelles sont les raisons des bonis et des déficits des Caisses d'allocations familiales ?

RÉPONSE. — Ces raisons sont de diverses natures ?

1^o En ordre principal les bonis et les déficits des caisses de compensation résultent des charges familiales faibles ou fortes du personnel des entreprises affiliées à celles-ci.

A cet égard, il faut rappeler que la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales consacre le principe du libre choix de la caisse de compensation, sauf certaines exceptions. En général, les employeurs jouissent de la liberté de s'affilier à la caisse de compensation de leur choix. Toutefois, l'article 16 de la loi prévoit la création de caisses spéciales pour certaines industries dans lesquelles les conditions du travail sont trop complexes pour permettre la liquidation des allocations familiales dans des conditions normales, en d'autres termes, par une caisse de compensation ordinaire. C'est ainsi qu'ont été créées sept caisses spéciales, savoir :

La Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des Régions maritimes;

La Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs occupés par les armateurs de navires;

La Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs des entreprises de réparation de navires;

La Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs occupés dans les entreprises de batellerie;

La Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur du personnel des hôtels, restaurants et débits de boissons;

La Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs à domicile, ainsi que des voyageurs et représentants de commerce occupés au travail par plusieurs patrons;

La Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire.

2^o Des considérations qui précèdent il résulte qu'à son tour le groupement des charges familiales faibles ou fortes dans les caisses de compensation dépend de plusieurs circonstances d'ordre juridique et démographique, savoir :

a) Le champ d'activité des caisses de compensation ordinaires. En vertu de la loi ce champ d'activité s'étend librement soit à tout le pays (caisses privées nationales), soit à certaines régions du pays (caisses privées régionales), soit à certaines professions (caisses professionnelles, nationales ou régionales). C'est

une erreur généralement commise de croire que le groupement des risques familiaux se fait exclusivement par régions. En fait, le contraire est plutôt vrai : le groupement des risques se fait généralement par profession ;

b) La nature des professions desservies par les caisses de compensation. Or, le facteur démographique joue de façon très différente à cet égard.

3° L'application du système de compensation nationale non intégrale, qui est à la base de la loi. A plusieurs reprises certains groupements de caisses de compensation ont, dans des ordres du jour rendus publics, attiré l'attention du Gouvernement sur le fait que la faculté qu'ont les caisses de compensation en boni d'affecter la moitié de celui-ci à des fins qu'elles déterminent elles-mêmes, donne lieu à l'abus du sélectionnement des entreprises groupées au sein des caisses de compensation.

4° L'insuffisance du contrôle incombant, en vertu des articles 57 et suivants de la loi, au Service des allocations familiales du Département. Le personnel du contrôle est insuffisant en nombre.

5° Les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles la loi du 4 août 1930 est entrée en vigueur, à cause de la crise économique.

6° L'imprécision de certains textes de la loi qui laissent subsister des doutes au sujet de l'obligation ou de la non obligation pour certains employeurs de s'affilier à une caisse de compensation, par exemple, les dispositions de l'article premier, *in fine*, les dispositions de l'article 3, les dispositions des articles 25 et 43, etc.

TROISIÈME QUESTION. — Quelle était, au 1^{er} janvier 1934, la situation de la Caisse Nationale de Compensation pour allocations familiales ?

RÉPONSE. — Il n'est pas possible de fournir les chiffres demandés en ce qui concerne la fin de l'exercice 1933. Par contre, ci-après les chiffres à la fin du troisième trimestre 1933 :

Situation de la Caisse Nationale de Compensation.

Recettes de l'exercice 1931	fr.	29,820,850 97
Dépenses de l'exercice 1931		14,982,799 67
Disponible	fr.	14,838,051 30
Recettes de l'exercice 1932	fr.	23,251,019 04
		38,089,070 34
		=====
Dépenses de l'exercice 1932,	fr.	33,282,725 10
Disponible	fr.	4,806,345 24
Recettes de l'exercice 1933 (trois premiers trimestres) .		21,083,417 76
		25,889,763 »
Dépenses de l'exercice 1933 (trois premiers trimestres). fr.		26,521,634 99
Déficit : fr. 631,871-99 (1).		

(1) Compte non tenu des prêts et prélèvements sur fonds de prévision consentis à la Caisse Nationale par les Caisses primaires, se montant à fr. 6.930.305,44 à la fin du 3^{me} trimestre 1933.

QUATRIÈME QUESTION. — Donner les statistiques, par région, des dépenses des années 1931, 1932 et 1933.

RÉPONSE. — Sous réserve des observations formulées dans la réponse à la deuxième question, spécialement en ce qui concerne le système légal du groupement des entreprises au sein des caisses de compensation, ainsi que de la co-existence des deux groupes ethniques au sein d'une et même caisse, ci-joints les tableaux, par région, des dépenses des caisses de compensation pour les années 1931, 1932 et 1933.

**Allocations familiales payées par la Caisse de Compensation
établies dans les Régions Wallonnes.**

N° des C. C.	1931	1932	1933
1	751,482 15	1,004,088 75	738,336 50
4	6,986,783 15	6,313,816 16	5,346,702 97
5	4,966,556 »	4,325,919 85	3,791,756 98
6	6,366,392 28	4,952,754 76	4,107,679 24
7	9,173,330 93	8,548,325 58	6,893,712 08
9	13,091,399 09	14,431,952 88	10,502,445 28
10	5,120,488 75	5,568,158 86	4,122,355 51
15	475,879 65	515,853 45	391,258 73
18	1,160,299 80	1,280,941 90	725,423 55
20	304,965 85	520,051 35	426,672 60
22	1,122,518 80	1,296,669 »	1,011,552 35
24	2,564,739 »	2,694,614 65	2,092,606 25
25	650,399 08	907,849 75	705,771 »
27	212,509 55	258,512 55	185,944 70
31	267,595 30	605,860 90	649,803 65
41	692,363 20	1,360,805 80	1,148,873 46
45	269,359 58	425,711 18	322,086 15
50	452,640 80	456,813 75	287,086 65
60	318,618 10	504,752 75	378,332 15
62	122,909 75	244,535 36	184,185 26
70	1,666,814 45	1,635,311 95	1,285,099 95
71	315,734 25	237,152 05	207,011 05
72	361,505 »	553,477 35	433,743 90
73	229,508 95	155,508 55	99,017 25
80	—	—	83,156 25
	57,644,793 46	58,799,439 13	46,120,613 46
	=====	=====	=====

**Allocations familiales payées par les Caisses de Compensation
établies dans les Régions Flamandes.**

N° des Caisses.	1931	1932	1933 3 premiers trim.
Spéc. 1	1,081,847 46	1,841,158 65	1,674,506 03
Spéc. 2	153,696 18	300,261 63	213,404 95
Spéc. 3	196,502 50	282,992 55	234,019 43
Spéc. 4	147,994 70	399,875 60	329,256 95
Spéc. 7	—	—	717,776 35
3	10,514,277 90	10,860,111 70	8,671,210 10
8	1,309,573 »	1,713,687 15	1,485,106 85
14	4,505,599 21	4,248,568 90	3,024,421 30
16	4,668,602 55	3,938,023 15	2,953,325 90
17	458,610 15	418,054 85	286,260 05
19	4,165,393 50	9,679,822 »	9,389,784 75
26	345,609 55	638,136 70	476,629 60
28	487,798 78	452,123 99	284,117 56
29	1,621,013 69	2,226,507 14	1,693,521 95
30	669,867 36	754,503 60	527,530 66
32	4,759,042 45	5,889,335 »	4,406,442 90
33	938,670 95	966,047 75	749,870 15
34	2,961,560 »	4,822,651 35	3,730,747 37
35	1,745,642 40	8,433,564 05	7,865,922 80
36	965,737 50	997,320 65	675,344 25
37	471,351 85	733,528 90	584,429 90
43	2,301,157 60	4,512,579 70	3,725,364 03
44	486,912 25	696,043 55	560,317 89
46	129,721 95	199,655 05	186,357 25
47	369,097 60	664,530 25	517,781 60
48	1,203,228 33	1,658,359 49	1,286,857 07
49	384,361 48	383,064 »	274,688 40
52	279,815 70	331,225 20	243,376 90
59	338,640 »	363,505 05	278,540 10
61	415,859 10	413,866 45	299,103 05
63	187,671 35	961,631 05	729,187 »
65	73,176 20	336,961 95	192 35
devenue sp. 7.			
69	61,957 45	151,019 50	123,791 47
75	184,167 90	405,233 »	384,078 15
76	19,301 25	17,676 25	12,765 80
77	42,769 10	669,472 55	670,942 45
78	99,800 62	455,337 69	371,582 55
Anc. 32	146,215 95	—	—
Fus. avec 25			
	48,892,245 51	71,816,436 04	59,638,555 86

**Allocations familiales payées dans les Caisses de Compensation
établies dans la Région bruxelloise.**

N° des Caisses.	1931	1932	1933
C. Aux. E.	14,003,879 17	29,537,378 26	22,659,475 85
Spéc. 5	275,036 31	803,624 06	814,230 80
Spéc. 6	847,817 80	3,357,182 90	2,968,169 25
2	11,487,714 80	11,315,885 »	9,041,051 24
11	599,286 68	463,978 45	360,644 35
12	4,777,998 10	4,312,041 16	3,405,584 55
13	17,287,030 39	20,613,707 35	15,143,536 85
21	1,825,849 05	1,242,682 40	966,652 45
23	264,647 35	2,905,673 15	2,955,173 89
38	316,922 80	325,439 10	255,003 05
39	4,554,156 »	13,283,716 35	10,083,992 »
40	123,833 50	136,645 25	111,575 10
42	326,708 15	327,012 99	262,545 25
51	1,310,331 57	3,873,979 15	3,626,506 75
53	799,538 65	985,273 95	756,436 27
54	807,372 70	722,354 25	585,706 85
55	284,815 60	317,496 75	259,568 55
56	576,209 80	805,112 50	751,513 »
57	262,547 55	262,411 15	187,572 50
58	452,178 70	676,152 07	510,976 36
64	231,401 »	478,882 65	388,146 »
66	10,587 05	50,486 95	30,594 55
67	23,075 50	48,976 60	33,692 25
68	125,824 35	1,525,384 60	1,547,702 24
74	88,388 70	97,890 35	71,367 55
79	32,730 »	435,303 75	346,808 75
	61,695,881 27	98,904,671 14	78,124,226 25

Art. 21. — Sociétés mutualistes et autres institutions de prévoyance. — Les subsides sont fixés par l'arrêté royal du 26 mai 1933 pour tout ce qui concerne les services des mutualités (service primaire — service médico-pharmaceutique — assurance contre la tuberculose, etc.).

C'était un arrêté du 22 décembre 1931 qui fixait cette répartition mais dès le 1^{er} juin 1932 elle fut modifiée. Pour l'année 1933 en vertu d'un arrêté royal pris le 14 août 1933 les crédits mis à la disposition des mutualités ne pouvaient être utilisés que jusqu'à concurrence de 95 p. c. Il en sera probablement ainsi pour l'année 1934.

Nous reproduisons ci-dessous un tableau indiquant depuis l'arrêté royal de 1931 les bases de répartition d'après lesquelles sont alloués ces divers subsides.

BASE DE RÉPARTITION DES SUBSIDES

	D'APRÈS A. R. DU 22-12-31	BUDGET 1932	BUDGET 1933	BUDGET 1934
SERVICE PRIMAIRE.	15 p. c. du montant des cotisations.	10 p. c. du montant des cotisations, le taux de 15 p. c. n'était applicable qu'à partir du 1 ^{er} janvier 1933.	9.5 p. c. du montant des cotisations. (Taux ramené à 10 p. c. et subside réduit de 5 p. c., soit une réduction de 36.66 p. c.)	Voir 1933.
SERVICE MÉDICO- PHARMACEUTIQUE.	<i>Subside ordinaire</i> : 6 francs par membre âgé de quatorze à cinquante cinq ans (3 francs pour les autres). <i>Subside complémentaire</i> : fr. 0-50 par franc, proportionnellement à l'excédent constaté entre le total des cotisations perçues et le double du subside ordinaire. <i>Indemnité écritures</i> : fr. 0-50 par chef de famille et célibataire âgés de plus de quatorze ans.	Compression de 10 p. c.	Le subside complémentaire est calculé à raison de fr. 0-40 par franc (au lieu de fr. 0-50). En outre : Compression de 20 p. c.	Voir 1933.
ASSURANCE MATERNELLE.	50 francs par naissance. 30 p. c. du montant des cotisations. (Subside majoré de 50 p. c. lorsque l'indemnité journalière accordée par la Caisse maternelle est portée à 6 francs pendant six semaines.)	Compression de 10 p. c.	Compression de 20 p. c.	Voir 1933.
ASSURANCE CONTRE LA TUBERCULOSE.	60 p. c. du montant des cotisations. Ce subside est porté à 100 p. c. en faveur des Unions Nationales et de certaines autres caisses. Un subside complémentaire de 15 p. c. du montant des cotisations est accordé pour indemnité familiale.	Compression de 10 p. c.	Les cotisations destinées au service des infirmières - visiteuses ne donnent droit qu'à un subside de : 85 p. c. au lieu de 115 p. c. 75 p. c. — 100 p. c. 55 p. c. — 75 p. c. 45 p. c. — 60 p. c. En outre : Compression de 20 p. c.	Voir 1933.
ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ.	60 p. c. du montant des cotisations.	Pas de réduction.	Compression de 5 p. c.	Voir 1933.
FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE PROPAGANDE.	1 ^{re} Unions Nationales : fr. 0-25 par réassuré; 2 ^o Fédérations : fr. 0-14 par réassuré; 3 ^o Délégués mutualistes : fr. 0-05 par réassuré.	Compression de 15 p. c.	Compression de 20 p. c.	Voir 1933.

Art. 22. — Subsidés aux caisses mutualistes d'invalidité. — Ils sont accordés en vertu de la loi du 5 mai 1912 et étaient fixés à fr. 0-60 par franc de cotisation. Par application de l'arrêté-loi du 14 août 1933 le taux d'intervention a été réduit de 5 p. c.

QUESTION N° 1. — Les tableaux joints aux comptes d'invalidité donnent le dénombrement des assurés d'après la profession.

Quels sont les nombres d'affiliés pour les professions suivantes :

Ouvriers des chemins de fer et tramways;

Agriculteurs ou ouvriers agricoles;

Commerçants;

Employés;

Professions libérales.

RÉPONSE. — Ci-dessous, les renseignements demandés :

Ouvrier des chemins de fer et tramways.	39,636
Agriculteurs et ouvriers agricoles.	41,042
Commerçants	14,043
Employés.	85,425
Professions libérales.	13,487

Art. 23. — Crédits aux ouvriers devenus inaptes au travail par la guerre. — Nous enregistrons une diminution de 95,000 francs par suite de la diminution du nombre des inaptes.

Ci-dessous, le nombre d'inaptes à la fin de chacune des 10 dernières années :

31 décembre 1924 : 829;

» 1925 : 726;

» 1926 : 582;

» 1927 : 500;

» 1928 : 440;

» 1929 : 397;

» 1930 : 361;

» 1931 : 333;

» 1932 : 301;

» 1933 : 131.

Il n'a plus été admis de nouveaux bénéficiaires depuis le début de l'année 1921. Seules les personnes, comptant au moins 50 p. c. d'invalidité pouvaient toucher le secours. La grande diminution du nombre d'inaptes est attribuée à la mortalité, car la plupart étaient des tuberculeux.

Art. 24. — Service médico-pharmaceutique. — La crise ne paraît pas avoir jusqu'à présent, sensiblement modifié la situation des associations mutualistes, tant en ce qui concerne le taux moyen des cotisations que le nombre des membres. Dans l'ensemble, l'effectif des associations mutualistes accuse même une légère augmentation. Par contre la situation déficitaire de certains orga-

nismes semble s'être aggravée spécialement quant à leur service médico-pharmaceutique.

D'autre part le nombre de mutualités qui se fusionnent est en diminution : 52 sociétés ont disparu par la voie de fusion en 1933 contre 75 en 1932 et 66 en 1931. Les causes de ces fusions sont toujours les mêmes : impossibilité pour les petites mutualités d'assurer leur fonctionnement normal avec un nombre insuffisant de membres et obligation pour les associations primaires de compter 50 membres au moins pour avoir droit aux subsides de l'État.

Il a été posé au Ministre, par divers membres, des questions dont les réponses sont reproduites ci-dessous.

MUTUALITÉS.

QUESTION N° 1. — Combien y a-t-il d'Unions nationales de Fédérations de Mutualités reconnues?

Quels sont les effectifs primaires pour chacune d'elles?

Quel est le nombre de mutualistes n'appartenant pas à une Union nationale de Fédérations. Si possible pour 1932. Dans le cas contraire, pour une année antérieure.

RÉPONSE. — Il y a 6 Unions nationales de fédérations de mutualités reconnues.

Ci-dessous leur effectif (secours mutuels) au 31 décembre 1932.

1. Alliance Nationale des fédérations mutualistes chrétiennes.	389,511
2. Ligue Nationale des fédérations mutualistes libérales . .	72,816
3. Union Nationale des fédérations mutualistes neutres . .	184,542
4. Union Nationale des fédérations mutualistes professionnelles.	94,159
5. Union Nationale des fédérations mutualistes socialistes. .	547,270
6. Landsbond der vlaamsch nationalistische mutualiteiten (reconnue en 1933)	

Il existe environ 300 sociétés mutualistes reconnues qui ne sont pas fédérées.

QUESTION N° 2. — Combien y a-t-il d'associations mutualistes antituberculeuses subsidiables en 1933 (sur comptes 1932)?

Quel est le nombre de membres effectifs pour chacune d'elles?

RÉPONSE. — Il y a 11 caisses mutualistes antituberculeuses subsidiables en 1933.

Ci-dessous, pour chacune d'elles, le nombre des bénéficiaires au 31 décembre 1932 (*).

1. Alliance Nationale des fédérations mutualistes chrétiennes.	1,004,112
2. Ligue Nationale des fédérations mutualistes libérales . .	197,112

(*) Dans les comptes fournis par les caisses antituberculeuses, pour 1932, il n'est fait mention que du nombre « des bénéficiaires ».

3. Union nationale des fédérations mutualistes neutres . . .	348,294
4. Union Nationale des fédérations de mutualités profession. . .	210,403
5. Union Nationale des fédérations de mutualités socialistes. . .	1,035,384
6. Fédération libre des sociétés mutualistes de Bruxelles, etc. . .	46,619
7. Fédération neutre des « Alliances Nord Belge »	12,466
9. Tuberculosebestrijdingskas « Heropbeuring »	40,548
10. Tuberculosebestrijdingskas « Zonnestraal » (*)	31,605
11. Land. Verbond voor teringsbestrijding van Autobus, buurt-spoorweg-trampersoneel, enz.	40,017

TROISIÈME QUESTION. — L'arrêté royal du 22 décembre 1931 stipule qu'il faut assurer aux membres, ainsi qu'aux personnes de leur famille, atteintes de tuberculose, l'hospitalisation gratuite dans un sanatorium pendant au moins trois mois.

L'expérience indique que les cures profitables durent presque toujours plus de trois mois. Pour être à peu près certain que les Caisses antituberculeuses feront tout leur devoir à l'égard des tuberculeux, il faudrait modifier l'arrêté royal et dire *pendant au moins six mois*.

Quel est l'avis de Monsieur le Ministre?

RÉPONSE. — L'intervention obligatoire de la plupart des caisses de tuberculose dépasse trois mois.

En outre, les statuts de ces caisses contiennent généralement une clause permettant de prolonger le séjour au sanatorium au-delà de la période imposée, s'il est prouvé, par certificat médical, que l'état du malade l'exige.

En fait, toutes les caisses usent de cette faculté et assurent le traitement pendant plus de six mois et parfois même, pendant toute la période jugée nécessaire par la direction du sanatorium.

Jusqu'ici, le fonctionnement des caisses de tuberculose n'a pas donné lieu à réclamation.

Dans ces conditions, il ne faut pas, semble-t-il, modifier les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1931 relatives à ces institutions.

QUATRIÈME QUESTION. — L'arrêté royal du 22 décembre 1931 défend aux mutualités d'accorder des indemnités aux blessés s'ils bénéficient de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Les fonctionnaires, d'une part, les employés, d'autre part, reçoivent traitement plein pendant une période plus ou moins longue.

Or, les mutualités peuvent leur accorder une indemnité journalière en cas de maladie, celle-ci s'ajoutant au traitement plein.

Pourquoi, supprimer le subside à la mutualité qui indemniserait le blessé recevant 50 ou 66 p. c. de son salaire et l'accorder à la mutualité qui ajoute une indemnité au traitement complet du fonctionnaire ou de l'employé?

(*) Bénéficiaires au 31-12-1931 (compte 1932 renvoyé pour observations).

RÉPONSE. — Il convient de constater, tout d'abord, que la disposition excluant du bénéfice de l'indemnité journalière, les membres victimes d'un accident du travail réparé, a été introduite dans l'arrêté royal du 22 décembre 1931, à la demande des plus importantes Unions Nationales. Celles-ci estimaient, en effet, que les indemnités prévues par les diverses branches des assurances sociales = assurance maladie; assurance accidents; assurance vieillesse, ne pouvaient pas être cumulées.

Quant aux mutualités composées d'employés et de fonctionnaires, elles n'accordent l'indemnité de maladie qu'à partir du jour où les intéressés ne reçoivent plus leur traitement.

D'autre part, nombreuses sont les mutualités qui admettent dans leurs statuts une disposition figurant aux statuts-modèles édités par le Département et en vertu de laquelle l'indemnité journalière n'est pas accordée aux sociétaires malades ou blessés, qui bénéficient de l'entière de leurs salaires ou traitement.

A signaler, au surplus, que les mutualités où l'élément « employé » prédomine, tendent à renoncer au service des indemnités pour s'en tenir exclusivement au service médico-pharmaceutique.

CINQUIÈME QUESTION. — Une circulaire d'une société mutualiste annonce à ses membres qu'à partir du 1^{er} janvier 1933, ils auront à payer fr. 12-50 par mois au lieu de 12 francs. On explique qu'il y a augmentation de 50 centimes parce que l'Union Nationale dont elle fait partie a porté la cotisation antituberculeuse de 50 centimes à 1 franc, et ce, en vue de bénéficier du subside de 115 p. c. sur 12 francs par an au lieu de 6 francs.

Il reste donc fr. 11-50 par mois pour les services suivants :

Indemnités de maladie pendant six mois;

Indemnités aux invalides jusqu'à 65 ans;

Service familial médico-pharmaceutique;

Service maternel.

Tous les mutualistes compétents savent que cette somme de fr. 11-50 ne permet pas d'obtenir les subsides pour chacun de ces services. Il semble donc que les dirigeants de cette mutualité primaire, de la Fédération et de l'Union nationale s'entendent pour présenter des comptes de telle façon que les services les plus fortement subsidiés soient en règle avec l'arrêté royal du 22 décembre 1931.

L'arrêté royal ne devrait-il pas être modifié dans le sens suivant :

Quand l'assuré paie une cotisation en vue d'obtenir les avantages de tous les services énumérés à l'arrêté royal du 22 décembre 1931, les autres subsides ne seront pas alloués si 80 p.c. des mutualités primaires n'ont pas des cotisations leur permettant d'obtenir le subside prévu à l'article 2. L'indemnité primaire à accorder par la mutualité reconnue est celle réellement payée au membre.

RÉPONSE. — La loi du 23 juin 1894 (art. 4, V) reconnaît aux mutualités toute liberté quant à la détermination des cotisations à verser par les membres. Elles sont donc en droit d'opérer la répartition de ces cotisations de la façon qui leur convient le mieux.

D'autre part, les mutualités primaires sont indépendantes les unes des autres. Il en est de même des services (indemnités, médico-pharmaceutiques, assurance maternelle) fonctionnant au sein de ces mutualités.

Modifier l'arrêté royal du 22 décembre 1931 dans le sens préconisé, serait difficilement conciliable avec les dispositions de l'article 3 de la loi du 23 juin 1894 (art. 3) et risquerait de jeter la perturbation dans le fonctionnement des associations mutualistes, tant fédérales que primaires.

Art. 27. — Allocations aux estropiés et mutilés.

La loi du 1^{er} décembre 1928 a été modifiée par celle du 22 janvier 1931. L'arrêté-loi du 31 mai 1933 limitait l'intervention de l'Etat, celle-ci a été de nouveau modifiée par un arrêté royal du 14 juillet 1933.

Ces arrêtés ont pour conséquence de réduire la dépense de 2,545,000 francs.

Art. 28. — Subsidés à l'Œuvre nationale de l'Enfance.

Nous avons posé au Ministre la question :

« Les Consultations de nourrissons vendent des produits fournis par l'Œuvre Nationale de l'Enfance.

» Une société, sans but lucratif, « La Centra », a été constituée qui recommande aux employeurs de se fournir chez elle.

» Quelle est la composition du Comité de l'O. N. E. et celle de « La Centra »?

» Les frais de fonctionnement de « La Centra » ne sont-ils ni directement, ni indirectement imputés sur les frais d'administration de l'O. N. E.? »

RÉPONSE. — La question posée par l'honorable rapporteur envisage deux organisations distinctes :

a) « LA CENTRALE D'ACHATS » et

b) « LA CENTRA ».

a) « La Centrale d'Achats » :

L'article 243a du Règlement organique de l'Œuvre nationale de l'Enfance dit notamment :

« L'Œuvre nationale de l'Enfance met à la disposition des œuvres un service d'achats en commun; les conditions de fonctionnement de ce service sont arrêtées par le Bureau du Conseil supérieur des Œuvres de l'enfance.

» L'organisation de la « Centrale d'Achats » est réglée de manière à n'occasionner à l'Œuvre nationale aucune charge financière; la comptabilité est distincte des autres opérations de l'Œuvre nationale; elle est vérifiée annuellement par un expert comptable désigné par le Bureau ».

Pour saisir l'utilité de la « Centrale d'Achats », il importe de se reporter au début de l'organisation de l'O. N. E.

En vue d'engager les mères à fréquenter les consultations de nourrissons, l'O. N. E. leur accordait, pour chaque présentation des bébés, une prime consistant en vêtements ou articles alimentaires spéciaux pour l'enfant. Il entraînait dans le programme de l'O. N. E. de réduire successivement ces avantages et de les supprimer dès que les mères auraient compris que la surveillance médicale gratuite de leurs enfants constituait par elle-même un avantage suffisant. C'était une éducation à faire et elle ne pouvait être que progressivement réalisée.

Mais, en 1926, le Gouvernement se vit dans la nécessité de réduire les crédits accordés à l'O. N. E. et les primes, qui avaient déjà subi plusieurs réductions de

valeur, furent totalement supprimées. C'était un peu tôt et les conséquences de cette mesure furent très graves : les mères désertèrent les consultations.

C'est alors que surgit l'idée de *vendre* aux mères ce qui leur avait, jusqu'alors, été donné. Il fut créé un service de l'espèce et le succès fut et est resté considérable.

Ce service ne coûte rien aux pouvoirs publics.

Les marchandises achetées sont cédées aux mères au prix coûtant, augmenté d'un léger pourcentage destiné à couvrir les frais généraux, la « Centrale d'Achats » devant supporter elle-même toutes les dépenses que comporte son existence : loyer, appointements, frais de correspondance, etc.

C'est, en fait, une coopérative de mères, mais qui n'a pas d'existence juridique spéciale. La « Centrale d'Achats » est gérée selon les derniers perfectionnements de l'organisation rationnelle du travail ; elle dispose d'un outillage moderne et son personnel est d'un dévouement désintéressé. Là se trouve tout le secret du prix avantageux de ses fournitures.

L'excédent bénéficiaire qu'elle réalise est versé au capital de l'O. N. E. et aide ainsi à grossir son avoir personnel.

En outre, les achats sont pratiqués avec la plus grande prudence. Aussi, les contrats sont-ils particulièrement avantageux et de ce fait la « Centrale » court un minimum de risques. Enfin, le déficit éventuel — très improbable — serait couvert par les fonds propres de l'O. N. E.

La « Centrale d'Achats » n'a pas de comité. C'est un organisme dépendant de l'O. N. E. dirigé et administré par le Conseil supérieur des Œuvres de l'Enfance.

b) « La Centra » :

« La Centra » est une association sans but lucratif, *entièrement indépendante* de l'Œuvre Nationale de l'Enfance, ayant une comptabilité tout à fait distincte de celle de la « Centrale d'Achats ».

« La Centra » fournit à ses sociétaires certaines marchandises à des prix sensiblement inférieurs à ceux du commerce. Le léger bénéfice, qu'elle prélève sur ses opérations, suffit à couvrir tous ses frais d'administration.

Depuis sa fondation « La Centra » a déjà fait deux dons de 10,000 francs chacun à l'Œuvre Nationale de l'Enfance. Ces sommes, qui constituent son excédent bénéficiaire, sont consacrées à couvrir en partie les frais du Service des Enquêtes de l'O. N. E., organisation qui s'étend de jour en jour et devient de plus en plus onéreuse. Un troisième don de 10,000 francs sera fait sous peu.

Il faut reconnaître que l'initiative désintéressée prise, à cette fin, par les dirigeants de « La Centra » mérite d'être signalée. Au surplus, les dirigeants de « La Centra » ne touchent la moindre indemnité pour leurs prestations.

Art. 29. — SUBSIDES AUX ŒUVRES PROPHYLACTIQUES.

La note suivante nous a été fournie par le département compétent :

« L'Administration de l'Hygiène a dans ses attributions notamment l'organisation de la lutte contre la propagation des maladies contagieuses. C'est ainsi qu'elle est amenée à octroyer des subsides à certaines œuvres privées qui se sont constituées dans le but de lutter contre la propagation de ces maladies, œuvres qui se tiennent en liaison avec elle et acceptent ses directives.

» Il convient de faire une distinction entre les maladies contagieuses courantes (typhus, diphtérie, scarlatine, encéphalite léthargique, poliomyélite, méningite cérébro-spinale, etc.) et les maladies dites sociales. Celles-ci par leur extension, par les misères qui les accompagnent, constituent un danger pour la race. Ce sont de véritables fléaux sociaux qui requièrent plus spécialement la sollicitude de l'État; j'ai nommé la tuberculose, les maladies vénériennes, le cancer.

I. — MALADIES CONTAGIEUSES.

» La prophylaxie de ces maladies est assurée par les Inspecteurs d'hygiène du Gouvernement. Elle est basée sur l'information des cas constatés, sur l'isolement des malades, sur la désinfection des locaux au chevet du malade et après le départ du malade.

» Les maladies contagieuses sont d'origine microbienne et il est possible de les éviter en prenant certaines précautions. Il convient donc de faire l'éducation du public afin de lui apprendre à éviter la contagion : c'est ce but que s'assigne la vulgarisation de l'hygiène. Celle-ci est assurée par des conférences et par des conseils donnés à l'entourage des malades. Vaste tâche à laquelle les Inspecteurs d'hygiène et les monitrices sanitaires se consacrent avec dévouement.

» L'Administration de l'Hygiène a été amenée également à accorder de légères subventions à des organismes de propagande dont l'activité éducative s'exerce parmi la population pauvre. Un choix judicieux s'impose dans ce domaine. Il n'y a guère que deux œuvres qui, jusqu'à présent, aient reçu des subventions : le « Dispensaire Saint-Servais » à Schaerbeek, et l'œuvre « Les Bons Soins » à La Louvière. Depuis 1930 le département leur accorde annuellement une subvention pour les aider à faire face aux dépenses qu'entraîne leur activité prophylactique. Cette subvention d'abord fixée à 10,000 francs pour le « Dispensaire Saint-Servais » et à 5,000 francs pour « Les Bons Soins », a été ramenée, en 1932, respectivement à 7,000 et à 3,000 francs.

II. — MALADIES SOCIALES.

» L'Administration de l'Hygiène subventionne les œuvres qui se sont spécialisées dans la lutte contre la propagation des maladies sociales, et qui font en même temps œuvre charitable en accordant gratuitement conseils et assistance aux malades qui s'adressent à elles.

» A. — *Tuberculose.*

» La lutte contre la tuberculose est organisée par l'Œuvre Nationale Belge de défense contre la tuberculose qui se compose de deux sections : la section de prophylaxie générale et la section des Traitements et Cures.

» La section de *Prophylaxie Générale* groupe plus particulièrement les dispensaires (centres de triage, de dépistage et d'assistance) et les services de préservation de l'Enfance dont le but est de retirer les enfants sains des milieux contaminés. Annuellement, il est accordé à cette section une somme globale (fixée en 1933 à 3,040,000 francs) qui est distribuée aux dispensaires au prorata de leurs dépenses autres que celles relatives à l'assistance alimentaire.

» La section des *Traitements et Cures* s'occupe d'assurer aux malades la cure sanatoriale. En vue de diminuer le coût de la journée d'entretien et de per-

mettre aux malades peu aisés ou à leurs tuteurs d'en supporter plus facilement la charge, le Département accorde à cette section une intervention par journée de sanatorisation s'élevant à fr. 3-50 moins 5 p. c.

B. — *Maladies vénériennes.*

» La prophylaxie de ces maladies est basée en ordre principal sur le traitement et est réalisée par :

» 1^o L'agrégation d'établissements médicaux *spécialisés* qui s'engagent à donner le traitement gratuit aux malades peu aisés atteints de syphilis. Le Département intervient à concurrence de 3 francs par consultation dans les frais de ces établissements;

» 2^o La délivrance aux frais de l'Etat des remèdes antisyphilitiques aux malades peu aisés fréquentant ces établissements.

» De plus, le Département accorde annuellement un subside (fixé à 34,000 fr. en 1933) à la Ligue Nationale Belge contre le Péril Vénérien pour soutenir sa propagande antivénérienne.

» C. — *Cancer.*

» Les recherches scientifiques relatives au cancer et le traitement de celui-ci exigent des installations fort coûteuses (radium, rayons X, etc.). C'est afin de permettre aux centres anticancéreux de procéder à ces recherches et de mettre en œuvre le traitement moderne, que le Département les subventionne. L'octroi de ces subventions est subordonné aux conditions suivantes :

» Les centres doivent faire à la fois œuvre de vulgarisation, d'assistance et surtout de thérapeutique, et doivent comprendre au moins :

» a) Un service de chirurgie complet;

» b) Une installation de radiothérapie profonde comportant au moins deux appareils pouvant donner un minimum de 200,000 volts;

» c) Une installation de radiumthérapie disposant au moins d'un gramme de radium-sel;

» d) D'un laboratoire où sont effectués les recherches, examens et analyses nécessaires au diagnostic et au traitement.

» Le Département voulant éviter la multiplication des centres, ce qui aurait pour résultat de disperser les efforts, a décidé de ne subventionner que les centres universitaires où se forment les nouvelles générations médicales.

» Les subventions de l'Etat sont octroyées d'après les modalités suivantes :

» 1^o Une somme fixe (168,000 francs en 1933) est accordée à chacun des centres pour l'outillage de la télécuriethérapie et la Roentgenthérapie;

» 2^o Le restant du crédit (déduction faite des subventions dont question *in fine*) est réparti comme suit :

» a) Moitié par parts égales aux quatre centres à titre d'intervention dans leurs frais généraux;

» b) L'autre moitié au prorata du nombre de leurs malades.

» D'autre part, le Département a accordé en 1933 :

» 1^o Une somme de 40,000 francs à l'Œuvre du Calvaire eu égard à l'action

hautement humanitaire et prophylactique qu'exerce cette œuvre en isolant à titre gratuit des malades pour la plupart incurables et atteints de lésions étendues qui en font un objet d'horreur;

» 2^o Une subvention de 32,000 francs à la Ligue Nationale Belge contre le Cancer pour l'aider dans son œuvre de propagande.

* * *

LIGUE D'HYGIÈNE MENTALE.

« Le Département accorde annuellement à cette Ligue une subvention pour l'aider dans son action de prophylaxie mentale. D'abord fixée à 25,000 fr., cette subvention a été ramenée, en 1932, à 20,000 francs. »

HABITATIONS A BON MARCHÉ.

Art. 35 et suivants.

PRIMES A LA CONSTRUCTION.

Exécution des Arrêtés royaux des 14 août 1922 et 15 juillet 1928.

PRIMES PAYÉES.	Nombre	Montant
	56,202	153,125,502
Primes comprises dans les Arrêtés royaux déjà revêtus de la sanction Royale et qui pourront être payées incessamment au moyen du crédit de 25 millions qui vient d'être accordé par la Caisse d'Epargne	8,734	25,229,890
Primes comprises dans des Arrêtés non encore revêtus de la sanction Royale. Elles ne pourront être payées que pour la fin du premier semestre ou dans le courant du 2 ^d semestre 1934	769	2,102,340
Dossiers à examiner par le Service ou encore à l'examen des Comités de patronage et des Sociétés de crédit	6,500 (environ)	19,500,000

La liquidation des primes a dû être suspendue depuis juillet 1933, le Service ne disposant pas des crédits nécessaires.

Une avance de 25 millions vient d'être consentie par la Caisse d'Epargne, ce qui permettra de liquider à bref délai les 8,734 primes dont question ci-dessus.

Le service pourra disposer d'une deuxième avance de fonds de 25 millions à partir du 2^d semestre 1934. Cependant, la Caisse d'Epargne ne se refusera pas d'examiner, si d'après ses disponibilités, elle ne pourra avancer quelques millions encore au cours du premier semestre.

CHAPITRE VI.

PENSIONS ET SECOURS.

Art. 39 et suivants. — Pensions de vieillesse.

Sur les bases de la législation antérieure, la dépense en 1933 pour le paiement des pensions de vieillesse afférentes à cette année aurait été de l'ordre de 728 millions.

Par suite de la revision effectuée en application des Arrêtés royaux des 31 mai et 14 juillet 1933, la dépense annuelle peut être évaluée à 525 millions.

Il s'ensuit que l'économie résultant de l'application des dispositions actuellement en vigueur s'élèverait à 203 millions.

Si un crédit de 554 millions a été prévu au budget de 1934, c'est qu'à la charge de 525 millions, il faut ajouter 21 millions pour faire face à la dépense résultant de la différence entre les pensions nouvelles et les pensions éteintes et 8 millions pour couvrir la dépense provenant de l'application de la convention Hollando-Belge.

Il est à noter cependant que l'économie présumée de 203 millions pourra être influencée par les décisions que prendront les Commissions d'appel.

Nous donnons ci-dessous le tableau des lois et arrêtés pris en cette matière en faisant suivre celui-ci d'un résumé de chacune des modifications essentielles :

Loi du 20 août 1920;

Loi du 10 décembre 1924;

Lois du 20 juillet 1927 et du 24 décembre 1928;

Loi du 14 juillet 1930. 15 Arrêtés royaux furent pris en application de la dite loi jusqu'à fin septembre 1931.

Loi du 23 juillet 1932, 4 Arrêtés royaux d'application (4 août 1932, 24 novembre 1932, 25 novembre 1932 et 26 novembre 1932).

Arrêté loi du 31 mai 1933 et Arrêté royal du 14 juillet 1933;

Arrêtés royaux d'application des 15 juin 1933, 17 juin 1933 et 29 juin 1933.

Loi du 20 août 1920. — Cette loi était une loi d'assistance qui accordait une pension gratuite à tout Belge âgé de soixante-cinq ans dont les ressources ne dépassaient pas la quotité correspondante aux taux maxima fixés à 720, 660, et 600 francs, suivant les catégories de communes : plus de 25,000 habitants, de 5,001 à 25,000 habitants, 5,000 habitants et moins.

Cette loi revêtait un caractère provisoire, puisque la pension ne pouvait être accordée qu'aux vieillards nés avant le 1^{er} janvier 1858.

Loi du 10 décembre 1924. — Cette loi relative à l'assurance obligatoire en vue de la vieillesse et du décès prématuré, abrogeait celle du 20 août 1920. Elle vise tous les salariés dont la rémunération annuelle ne dépasse pas 12,000 francs plus de 1,000 francs par enfant âgé de moins de seize ans.

Cette loi admet en outre l'assurance libre.

C'était la première fois que le principe de l'assurance obligatoire en vue de la constitution de rentes avec intervention des intéressés, des employeurs et de l'Etat fut réalisé.

Cette loi repose sur le principe de capitalisation sur deux têtes. Pour ce qui concerne les assujettis, un versement minimum (72 ou 24 francs) en tenant compte du sexe et de l'âge, devait être effectué pour moitié à charge du patron et pour moitié à charge de l'ouvrier.

La loi prévoyait en outre une majoration de rente de vieillesse au profit de ceux qui n'avaient pu se constituer une rente de vieillesse de 720 francs. Cette majoration de rente était accordée suivant un état de besoin. Les ressources étaient sérieées et diverses immunisations leur étaient applicables.

Quant à ceux qui n'avaient effectué aucun versement, une allocation gratuite de vieillesse de 600 francs maximum pouvait être accordée.

Lois du 20 juillet 1927 et du 24 décembre 1928. — Ces lois ont eu pour objet, en raison de la hausse du coût de la vie, d'accorder des compléments aux bénéficiaires de la pension de vieillesse, de la majoration de rente et de l'allocation gratuite, en tenant compte des ressources réelles.

Loi du 14 juillet 1930. — Cette loi portant revision de celle du 10 décembre 1924, étend l'assurance obligatoire à tous les salariés et les travailleurs indépendants dont les revenus professionnels ne dépassent pas 18,000 francs par an. La loi prévoit également l'assurance libre. Le montant mensuel des cotisations est fixé sur la base du salaire conformément à des barèmes comprenant huit classes.

L'assurance dans ce système est basée sur le principe de la capitalisation sur une tête.

Période transitoire. — Octroi d'une majoration de rente de vieillesse aux assurés nés de 1867 à 1907 et qui varie suivant l'année de naissance (de 3,200 à 100 francs pour les hommes mariés et de 2,100 à 100 francs pour les autres assurés).

Cette loi accorde une pension de ménage à l'assuré marié quelque soit l'âge de l'épouse, et une pension individuelle aux autres assurés, pour autant que les ressources réelles annuelles ne soient pas supérieures à 5,400 francs si l'assuré est célibataire, veuf ou divorcé, et à 8,100 francs si l'assuré est marié. Ces sommes étaient augmentées de 1,200 francs par enfant, âgé de moins de seize ans, à charge de l'assuré.

Sous le régime de la loi du 14 juillet 1930 il n'était pas tenu compte :

- a) Des ressources provenant du revenu professionnel du demandeur et de son conjoint;
- b) Des rentes de vieillesse et de veuves constituées en exécution des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (lois du 10 décembre 1924 et du 18 juin 1930), ainsi que des allocations accordées en vertu de ces lois;
- c) Des rentes alimentaires payées par les descendants.

Loi du 23 juillet 1932. — Cette loi a modifié certaines dispositions de celle du 14 juillet 1930, mais n'a apporté aucune modification au principe. D'après cette loi il était tenu compte de tous les revenus du demandeur et de son conjoint quelles qu'en soient la nature et l'origine.

Cependant étaient immunisées :

- 1° Pour la totalité, pour les salariés manuels soumis à la loi du 14 juillet 1930, le salaire brut encore gagné par le demandeur et son conjoint;
- 2° Jusqu'à concurrence de 6,000 francs pour les salariés intellectuels soumis à la loi du 18 juin 1930, la rémunération brute dont jouit le demandeur, ainsi que son conjoint;
- 3° Jusqu'à concurrence de 4,000 francs, les bénéfices professionnels du travailleur indépendant et de son conjoint.

Elle prévoyait, en outre, une immunisation applicable au revenu de la propriété bâtie occupée ou qui avait été occupée par le demandeur et pour autant que le revenu cadastral ne dépassait pas :

2,000 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants;

2,500 francs dans les communes de 5,000 à 30,000 habitants;

3,500 francs dans les communes de 30,000 habitants et plus.

L'immunisation était appliquée à concurrence des mêmes chiffres sur la valeur locative des propriétés non bâties, que le demandeur et son conjoint exploitaient ou avaient exploitées eux-mêmes.

Ces deux immunisations ne pouvaient être cumulées que si le revenu des propriétés bâties et non bâties ne dépassait pas au total les chiffres fixés ci-dessus : 2,000 à 3,500 francs.

Les rentes et allocations constituées ou payées par application de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse et des lois du 10 décembre 1924, 10 mars 1925, 18 juin 1930 et 14 juillet 1930, relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, étaient immunisées pour la totalité.

L'article 5 de la dite loi prévoyait l'octroi de la majoration de droit accordée à 65 ans, aux salariés manuels soumis aux lois du 10 décembre 1924 et 14 juillet 1930 au compte desquels les versements légaux prévus par l'une et l'autre de ces lois avaient été opérés pendant les dix années précédant celle au cours de laquelle ils atteindraient l'âge de 65 ans.

Les salariés nés du 1^{er} juillet 1867 au 31 décembre 1870 pouvaient bénéficier de la majoration de droit s'il avait été effectué régulièrement à leur compte, les versements légaux prévus par la loi du 10 décembre 1924 et, en outre, un versement annuel prescrit par celle du 14 juillet 1930, si l'assuré était né en 1867; deux versements, si l'assuré était né en 1868, ce nombre étant ensuite augmenté d'une unité pour chacune des années suivantes.

Les dispositions faisant l'objet du présent article n'étaient pas applicables lorsque les ressources du conjoint s'élevaient au moins à 5,000 francs ou si les descendants étaient dans l'aisance ainsi qu'il était déterminé à l'article 11.

L'article 7 de la loi du 23 juillet 1932 déterminait aussi que, lorsqu'il s'agissait de personnes dont les ressources étaient mises en commun, les immunisations spéciales concernant les salaires et bénéfices professionnels ne pouvaient être appliquées qu'une seule fois au montant total de ces ressources; l'excédent était alors divisé par le nombre de ces personnes et le chiffre ainsi obtenu servait de base pour déterminer le taux de la majoration à allouer au demandeur. D'autre part, les demandeurs, qui mettaient leurs ressources en commun, ne pouvaient prétendre qu'à 50 p. c. de la majoration prévue pour les demandeurs mariés.

L'article 8 stipulait que les allocations payées au demandeur et à son conjoint, par le Fonds des Mutilés et Estropiés, seraient déduites du montant de la majoration de rente de vieillesse.

L'article 9 déterminait comment il fallait tenir compte des biens cédés à titre gratuit ou à titre onéreux au cours des dix années précédant celle de l'introduction de la demande de majoration.

L'article 10 introduit un principe nouveau, celui de la présomption d'aisance par application duquel la majoration est refusée à certains demandeurs, en raison de certains indices, tels que :

1^o Les personnes cotisées à l'impôt complémentaire personnel;

2° Celles qui ont, à leur service personnel, des domestiques ou autres personnes;

3° Celles qui utilisent une automobile à leur propre usage;

4° Les personnes occupant une habitation dont le revenu cadastral est supérieur à 3,000, 3,500 ou 4,200 francs, suivant que la population de la commune où ils résident s'élève à 5,000 habitants ou moins, 5,000 à 30,000 habitants exclusivement ou 30,000 habitants et plus;

5° Celles qui, au cours des cinq années précédant l'introduction de leur demande :

a) Ont utilisé normalement dans leur entreprise soit le concours de deux personnes salariées ou appointées, soit un capital investi d'au moins 50,000 fr.;

b) N'ont, hormis les veuves et ménagères, exercé aucune activité professionnelle, bien qu'elles ne soient pas frappées d'incapacité de travail;

c) Ont exercé normalement des professions libérales ou ont assumé des charges ou offices.

L'arrêté royal du 31 mai 1933, modifié par celui du 14 juillet 1933, modifie, complète et coordonne certaines dispositions de la loi du 23 juillet 1932.

Sont immunisés :

1° Les revenus professionnels des salariés manuels et intellectuels et, éventuellement, ceux de leur conjoint :

A concurrence de 4,200 francs par an, si le demandeur est marié;

A concurrence de 2,800 francs par an, si le demandeur est célibataire, veuf ou divorcé;

A concurrence de 2,100 francs par an, si le demandeur vit en commun avec des personnes autres que son conjoint, ses ascendants ou descendants, ou met ses ressources en commun avec celles de ces personnes;

2° Les revenus professionnels du travailleur indépendant et, éventuellement, ceux de son conjoint :

A concurrence de 2,800 francs par an, si le demandeur est marié;

A concurrence de 2,100 francs par an, si le demandeur est célibataire, veuf ou divorcé;

A concurrence de 1,400 francs par an, si le demandeur vit en commun avec des personnes autres que son conjoint, ses ascendants ou descendants, ou met ses ressources en commun avec celles de ces personnes. Les immunisations prévues ci-dessus ne peuvent être cumulées.

3° Au maximum jusqu'à concurrence de :

1,000 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants;

1,500 francs dans les communes de 5,000 à 30,000 habitants exclusivement;

2,000 francs dans les communes de 30,000 habitants et plus

le revenu de la maison que le demandeur occupe pour autant que le revenu cadastral ne dépasse pas respectivement 1,200, 2,000 ou 2,800 francs, selon la population de la commune où il réside et à la condition qu'il ne soit pas propriétaire ou co-propriétaire d'une autre maison.

En ce qui concerne le revenu des propriétés non bâties, l'immunisation prévue est de 500, 750 ou 1,000 francs, suivant la catégorie de la commune.

Ces immunisations ne peuvent être cumulées qu'à la condition qu'elles ne dépassent pas 1,200, 2,000 ou 2,800 francs.

La majoration de droit ne peut être accordée qu'aux salariés manuels soumis aux lois du 10 décembre 1924 et 14 juillet 1930, au compte desquels les versements légaux, prévus par l'une et l'autre de ces lois, auront été opérés pendant les dix années précédant celle au cours de laquelle ils atteindront l'âge de soixante-cinq ans. Ce n'est donc qu'à partir du 1^{er} janvier 1936 au plus tôt que la majoration pourra être accordée de droit, étant donné que le premier versement des dix versements requis n'a pu être opéré qu'en janvier 1926.

D'autre part, la majoration ne pourra être accordée de droit :

1^o Lorsque les ressources du conjoint s'élèvent, au moins, à 5,000 francs ;

2^o Lorsque le demandeur ou son conjoint se trouve dans l'une des catégories prévues à l'article 10 (causes d'exclusion) ;

3^o Lorsque les descendants sont dans l'aisance, ainsi qu'il est déterminé à l'article 11.

Sont considérées comme étant dans l'aisance, pour l'application de la présente disposition, les descendants dont les revenus, y compris ceux du conjoint, sont supérieurs à 10,000 francs si l'intéressé réside dans une commune de moins de 5,000 habitants ; 12,000 francs s'il réside dans une commune de 5,000 à 30,000 habitants exclusivement ou 15,000 francs s'il réside dans une commune de 30,000 habitants ou plus.

Si le descendant est marié, ces sommes sont augmentées de deux dixièmes pour son conjoint et de un dixième pour chaque enfant âgé de moins de seize ans, qui est à sa charge.

Les causes d'exclusion prévues par la loi du 23 juillet 1932 sont inchangées, sauf en ce qui concerne le revenu cadastral, qui a été réduit respectivement de 3,000, 3,500 et 4,200 francs à 2,200, 2,800 et 4,000 francs, selon la population de la commune et l'utilisation dans l'entreprise de deux personnes salariées ou d'un capital investi d'au moins 50,000 francs a été réduite à une personne salariée et un capital investi d'au moins 25,000 francs.

PENSIONS DE VIEILLESSE.

PREMIÈRE QUESTION. — Quel est le nombre d'assujettis à la loi des pensions et rentes de survie pour ouvriers mineurs et assimilés ayant fait des versements en 1932.

RÉPONSE. — 200,935.

DEUXIÈME QUESTION. — Quel est le nombre d'assujettis à la loi des pensions et rentes de survie pour employés ayant fait des versements en 1932 ?

RÉPONSE. — Nombre d'employés affiliés à la date du 1^{er} septembre 1932 aux organismes d'assurance chargés de l'assurance des employés. (Loi du 18 juin 1930, modifiée par celle du 3 mars 1933.)

Hommes	166,412
Femmes	68,653
Total	235,065

TROISIÈME QUESTION. — Quel est le nombre d'assujettis salariés ayant fait des versements en 1932 en vertu de la loi du 14 juillet 1930 ?

RÉPONSE. — 1,277,534.

QUATRIÈME QUESTION. — Quel est le nombre d'assujettis travailleurs indépendants ayant fait des versements en 1932 en vertu de la loi du 14 juillet 1930 ?

RÉPONSE. — 7,883.

CINQUIÈME QUESTION. — Quel est le nombre d'assurés libres ayant fait des versements en 1932 en vertu de la loi du 14 juillet 1930 ?

RÉPONSE. — 546,247.

SIXIÈME QUESTION. — Combien de travailleurs indépendants auraient dû effectuer des versements en 1932 ?

RÉPONSE. — Il est impossible de déterminer ce nombre.

Un grand nombre de travailleurs indépendants qui auraient dû effectuer leurs versements au moyen de la carte 1 A portant la mention « travailleur indépendant » effectuent leurs versements par l'intermédiaire d'une société mutualiste. Ces sociétés emploient la carte 1 C sans y porter la mention « travailleur indépendant ».

SEPTIÈME QUESTION. — Quel est le nombre de cartes d'assujettis salariés, de cartes d'assujettis travailleurs indépendants, de cartes d'assurés libres transmises à la Caisse de Retraite en 1932 par les Sociétés mutualistes de Retraite ?

RÉPONSE.

	Nombre de cartes reçues par la Caisse de Retraite.	Cartes transférées à l'interven- tion des Sociétés Mutualistes de Retraite.	
		Nombre.	p. c.
Assujettis	1,285,417	629,280	48.95
Assurés libres . . .	546,247	545,231	99.81
	1,831,664	1,174,511	64.12

HUITIÈME QUESTION. — Combien a-t-on constaté de déclarations frauduleuses depuis qu'est commencée la dernière revision des dossiers de pension de vieillesse ?

RÉPONSE. — Consécutivement à la revision générale *actuellement en cours en application des arrêtés-lois des 31 mai et 14 juillet 1933*, aucun dossier n'a été déféré à ce jour, à la Commission Supérieure, pour le motif de déclaration frauduleuse ou incomplète.

NEUVIÈME QUESTION. — Combien de ces déclarations avaient provoqué l'octroi d'une majoration gratuite supérieure à ce qui devait être payé?

RÉPONSE. — La Direction générale des Pensions de vieillesse a fait procéder, au cours de l'année 1933, par des contrôleurs spéciaux, à des enquêtes en vue de dépister et de signaler les abus pouvant exister en matière de pensions de vieillesse, en suite, ou de fausses déclarations, ou d'application erronée de la loi du 23 juillet 1932. Ce travail a été opéré à coups de sonde dans différentes communes du Royaume. Le résultat acquis est le suivant:

Sur 115 communes où a été opéré le travail de réexamen des demandes de tous les bénéficiaires, 766 taux ont été modifiés par la Commission Supérieure, après rapport soumis à ce collège, pour le motif d'application erronée des règlements.

En outre, 787 fausses déclarations ont été dépistées en suite de quoi la Commission Supérieure a prononcé la pénalité de la suppression de la majoration de rente pour 4 ou 8 trimestres selon l'importance de la ressource célée.

QUESTION SUR L'APPLICATION DE LA LOI GÉNÉRALE DU 14 JUILLET 1930.

1. Rente de vieillesse à 65 ans acquise par un assuré né en juin 1907 au compte duquel il aura été versé à partir de juillet 1931 : respectivement 120, 180, 240, 300 francs par année d'assurance.

Versement annuel.	Rente acquise.	Contribution de l'État.	Total.
120	873	437	1,310
180	1,310	655	1,965
240	1,747	873	2,620
300	2,184	1,092	3,276

2. Un messenger-huissier des Départements ministériels, entrant en service à 25 ans, dont le traitement nominal varierait de 10,000 à 20,500 francs, obtiendrait à 65 ans une pension de retraite nominale égale à 40/60 du traitement moyen des 5 dernières années de service, soit 13,400 francs.

Pour constituer à la Caisse de Retraite, sur la tête de ce messenger, une rente finale de 13,400 francs d'après le tarif II actuel de la Caisse de Retraite, il faudrait effectuer des versements égaux à 7,23 p. c. des traitements successifs de l'intéressé, soit au début 723 francs et à la fin 1,482 francs.

Un membre de la Commission a protesté contre la suppression de la majoration gratuite de rente de vieillesse de droit aux salariés manuels actuellement âgés de 65 ans.

Un membre a fait remarquer que par ces Arrêtés-lois le Gouvernement a modifié l'esprit de la loi. En fait, il a supprimé la pension de 2,100 francs aux veufs recueillis par leurs enfants et aux célibataires recueillis par des proches parents. A tous ceux-là on n'accorde plus que 1,600 francs.

Un membre a fait remarquer que depuis plusieurs années, le Ministère annonce que des négociations sont poursuivies avec le gouvernement français, en vue d'aboutir à une législation de réciprocité en matière de pensions de vieillesse.

Il croit que le Gouvernement ne pourrait pas faire la preuve qu'il a agi avec diligence et avec la ferme volonté d'aboutir rapidement.

* *

Le rapport et le budget ont été approuvés par les membres présents, sauf quatre abstentions.

Le Rapporteur,
V. CARPENTIER

Le Président,
R. MOYERSON.

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 30 JANUARI 1934.

Verslag uit naam van de Commissie van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid voor het dienstjaar 1934.

(Zie de n^{rs} 4-IX, 50, 57 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 14, 15 en 20 December 1933: n^o 5-XI van den Senaat)

Aanwezig : de heeren MOYERSOEN, voorzitter; DEMOULIN. HENRICOT, JAUNIAUX, JOACHIM, RUTTEN (G.), SOLAU en CARPENTIER, verslaggever

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Een nieuwe schikking van de artikelen der begrotingen van 1934 maakt een omstandige vergelijking lastig van de verschillende posten der Begrooting van 1934 met die van het vorig jaar.

Wij kunnen enkel vaststellen dat het totaal der aangevraagde kredieten 72,865,962 frank minder bedraagt vergeleken met de Begrooting van 1933.

Feitelijk was de vermindering van kredieten sterker, doch nieuwe uitgaven moesten worden ingeschreven om in de behoeften der diensten te voorzien.

Wij stippen volgende cijfers aan :

<i>Verhooging.</i>	<i>Vermindering.</i>
Fr. 3,466,071	HOOFDSTUK 1. — Uitgaven voor personeel . fr. 2,057,584
2,010,732	HOOFDSTUK 2. — Uitgaven voor materieel . . 1,375,391
	HOOFDSTUK 3. — Toelagen en tegemoetkomin- gen aan pensioenmutualiteiten 353,000
600,000	HOOFDSTUK 4. — Toelagen aan primaire mutua- liteiten, aan invaliditeitskassen, aan medisch- pharmaceutische diensten 6,931,690
17.920,000	HOOFDSTUK 5. — Pensioenen en hulpelden. . . 86,100,700
—	HOOFDSTUK 6. — Varia 44,400
Fr. 23,996,803	Fr. 96,862,765

De totale vermindering bedroeg dus 72,865,962 frank.

EERSTE HOOFDSTUK.

UITGAVEN VOOR PERSONEEL.

In de « verantwoording » (blz. 45, *Stuk Kamer*, n^r 4-XI), wordt de verhooging der uitgaven namelijk gebillijkt door de aanwerving van controleurs en tijdelijke bedienden, de vergoedingen aan de ambtenaren van het Ministerie van Financiën belast met de herziening van de ouderdomspensioenen. Deze uitgave wordt gedeeltelijk goedge maakt door het bedrag der verminderingen van de bezoldiging van het personeel.

Om het belang dezer posten in te zien, past het op te merken dat de vermindering van bezoldiging 1,565,886 frank bereikt (art. 2, al. A), voor wat het Departement van Sociale Voorzorg betreft. Daarentegen bedragen de verhoogingen voor de diensten van hetzelfde Departement 2,864,116 frank, als volgt verdeeld :

<i>Art. 2, al. e.</i> — Kabinet van den Minister.	fr.	100,050
Kosten van het Departement voor telefon, enz.		20,000
<i>Art. 3, al. a.</i> — Tijdelijk personeel van het centraal bestuur .		798,600
<i>Art. 3, al. c.</i> — Inspectie der verzekering tegen werkongevallen.		16,320
<i>Art. 3, al. d.</i> — Dienst voor herziening der pensioenen . . .		886,500
<i>Art. 3, al. e.</i> — Dienst der gebrekkigen		131,800
<i>Art. 3, al. f.</i> — Allerhande bezoldigd personeel		131,846
<i>Art. 6, al. b.</i> — Vergoedingen aan de ambtenaren van het Ministerie van Financiën voor de herziening der pensioenen		799,000

Artikel 3, littera *d*, van het begrootingsontwerp voor 1934 voorziet een krediet van 886,500 frank om de uitgaven te dekken voor het personeel van den dienst voor herziening van de ouderdomspensioenen. Voor de achttien controleurs wordt de uitgave voor een jaar voorzien. Het zou echter kunnen zijn dat de medewerking dezer ambtenaren niet meer noodig is na 30 Juni e. k. De uitgaven voor het personeel voor zes maand bedraagt dus 886,500 — 287,500 = 599,000 frank Voor een jaar (zes maanden in 1933 en zes maanden in 1934) bereikt zij dus $599,000 \times 2 = 1,198,000$ frank.

De uitgave ware zelfs hooger geweest indien het Departement niet had gebruik gemaakt van den dienst van een zeker aantal bedienden tot zijn beschikking gesteld door andere Ministeries die de bezoldiging verzekeren van het personeel dat zij tijdelijk hebben afgestaan.

Bij dezen post dient gevoegd de betaling van vergoedingen aan de Controleurs en Ontvangers der Belastingen alsook aan de Ontvangers van de Registratie en Domeinen. Deze uitgave kan op 1,615,000 frank geraamd worden.

Men moet insgelijks bijtellen de bijkomende uitgaven voor de werking der Commissiën van Beroep die ongeveer 600,000 frank zullen bereiken. Men mag inderdaad, wegens de herziening, 45,000 beroepen voorzien, waarvan er 10,000 in 1933 werden behandeld en de gemiddelde kosten per dossier kunnen op fr. 12-50 geraamd worden.

In zake allerhande drukwerk, kantoorbehoefden, enz., heeft de herziening een uitgave van 155,000 frank veroorzaakt. Globaal zal de herziening dus een uitgave van 3,568.000 frank veroorzaken.

Merken wij op dat de wedde van het tijdelijk personeel slechts voorzien wordt voor zes maanden en dat deze uitgave een half miljoen bedraagt.

Volgens deze inlichtingen veroorzaakt een herziening van de dossiers der ouderdomspensioenen een uitgave van ongeveer 4 miljoen. Daarbuiten merken wij een post van 798,600 frank bij artikel 3 voor de wedde van het tijdelijk personeel van het Hoofdbestuur. Verder staat bij artikel 4 een krediet ingeschreven van 204,813 frank voor de beschikbaar gestelde ambtenaren. De oorzaken voor deze beschikbaarstelling staan hieronder vermeld :

<i>Graad.</i>	<i>Reden.</i>	<i>Tijdstip.</i>
Secretaris Generaal 1	Afschaffing van bediening.	1 Februari 1926.
Inspecteur 1	Ouderdomsgrens.	1 Juni 1933.
Id. 1	Afschaffing van bediening.	September 1927.
Id. 1	Ouderdomsgrens.	1 Februari 1932.
Onder-Directeur (A) 1	Afschaffing van bediening.	1 September 1927.
Bureelhoofd 1	Id.	1 October 1928.
Opsteller 1 ^e klasse 1	Id.	1 Maart 1927.
Ontsmettingsbediende 1	Id.	1 Juni 1927.

Uit deze uiteenzetting blijkt dat het Parlement nuttig werk zal verrichten door de wetten op de ouderdomspensioenen slechts bij onvermijdelijke noodzakelijkheid te wijzigen, want elke dergelijke herziening verwekt niet alleen hinder en ongemak bij de betrokkenen, doch veroorzaakt ook lasten voor de Schatkist, die niet immer ruim zullen vergoed worden door massale verminderingen, zooals deze die tijdens het dienstjaar 1933 werden verwezenlijkt. Wij vestigen ook de aandacht van de Regeering op de ongepastheid de bevoegdheid van de Ministers te wijzigen, zooals dit in den jongsten tijd het geval was, want deze omwerking heeft de benoeming van nieuwe ambtenaren voor gevolg en, iets wat paradoxaal is, het ontslaan en het beschikbaar stellen van in dienst zijnde beampten.

Wij geven hieronder een tabel weer met opgave van het aantal ambtenaren aan het Ministerie van Sociale Voorzorg gehecht, zonder rekening te houden met de boden en het dienstpersoneel, alsook een opgave van de bestuursuitgaven door de inrichting der sociale werken veroorzaakt.

(A) De tweede onder-directeur in beschikbaarheid werd in 1933 opnieuw in dienst gesteld.

PERSONEEL IN DIENST OP 1 JANUARI 1934.

Secretariaat-Generaal	Algemeene Directie van de Sociale Verzekering en Voorzorg.		Algemeene Directie van de ouderdomspensioenen.		Bestuur van de Volksgezondheid		Provinciale diensten.		
	Tijdelijk personeel	Vast personeel	Tijdelijk personeel	Vast personeel	Tijdelijk personeel	Vast personeel	Tijdelijk personeel	Vast personeel	
25	5	90	12	92	97	27	—	104	16 (1)

(4)

(1) Inbegrepen 4 gezondheidsbeambten.

Volgende tabel steunt op de uitbetalingen gedaan in den loop van 1933.

DIENSTEN	WEDDEN		Verplaatsingskosten en forfitaire reiskaarten.	Drukwerk en kantoorbehoeften.	Materieel (water, verwarming en verlichting.)
	van het vast personeel.	van het tijdelijk personeel.			
Algemeene Directie van de Ouderdomspensioenen	1,832,000	1,170,000	220,865	280,000	
Algemeene Directie van de Sociale Verzekering en Voorzorg	1,380,000	150,000			(1) 103,750
Algemeene Inspectie der verzekeringen tegen arbeidsongevallen en der private verzekeringen	360,000	"	44,750	99,050	
Dienst van verzekeringen in de gebieden Eupen en Malmedy	48,000	"			
Dienst der Gebrekkigen en Verminkten	500,000	"	(3) 345,920	19,500	17,500
Dienst van de Gezinsvergoedingen	425,000	"	38,300	28,100	(2)

(5)

[N^o 70.]

(1) Daar alle diensten in hetzelfde gebouw zijn ondergebracht (Kleine Karmelietenstraat), is het niet mogelijk het deel van elk bestuur te bepalen.
 (2) Het is niet mogelijk deze uitgave te bepalen, daar de betrokken dienst slechts een klein gedeelte betreft van de lokalen van het gebouw der Lambermontstraat.
 (3) Inbegrepen een som van 313,988 fr. voor het geneeskundig toezicht.

HOOFDSTUK II.

UITGAVEN VOOR MATERIEEL.

De wijziging der onderscheidene rubrieken en hun nieuwe indeeling laten niet meer toe een vergelijking te maken met de overeenstemmende posten der vorige begrotingen. Wij moeten ons ermede vergenoegen te wijzen op een globale verhooging van 2,010,732 frank en op een vermindering van 1,375,391 frank, zegge ten slotte een verhooging van 635,341 frank, ondanks de bezuinigingen verwezenlijkt op sommige artikelen. Het Departement heeft ons desaangaande de volgende inlichtingen verstrekt :

De verhooging van 635,341 frank spruit inzonderheid voort uit het feit dat de vergoeding voor het vervoer der dienststukken werd bepaald door het *Postbeheer* op de som van 2,428,863 frank voor 1934 of een verhooging van 899,242 frank op het jaar 1933. Bovendien, tengevolge van de wijzigingen toegebracht aan de indeeling der uitgaven op verzoek van den Minister van Financiën, moesten een groot aantal in 1933 voorziene kredieten voor de vergelijking van beide begrotingen in hun geheel worden ingeschreven tegenover een ander artikel, op wiens krediet slechts een gedeelte van het bedrag werd aangerekend. Dit is onder meer het geval voor de Algemeene Inspectie van de Verzekering tegen Arbeidsongevallen en de Diensten van het Bestuur der Volksgezondheid.

Wij wijzen er op dat de uitgaven voor de werking der Commissiën van beroep voor de ouderdomspensioenen op de begroting voorzien zijn voor een bedrag van 510,000 frank (art. 13, al. *d*), zegge een aanzienlijke verhooging tegenover de vroegere jaren.

Immers, in den loop van het jaar 1932 bedroegen de kosten voor werking der Commissiën van beroep 111,156 frank voor het onderzoek van 6,399 dossiers.

Voor 1934 voorziet men een minimum van 45,000 voorzieningen in beroep.

Met inachtneming van het feit, eensdeels, dat de toegekende vergoedingen nu met 15 t. h. werden verminderd, maar, anderdeels, van de aanzienlijke verhoging van het aantal ingediende voorzieningen in beroep, moet men aan nemen dat het op de begroting uitgetrokken krediet amper zal volstaan.

HOOFDSTUK III.

TOELAGEN EN TEGEMOETKOMINGEN.

Art. 17 tot 19. — De toelagen aan de mutualiteitsverenigingen en -federaties worden voorzien bij artikel 22 der wet van 14 Juli 1930. Dit artikel luidt als volgt : « Ten einde hun beheerskosten te dekken, wordt een jaarlijksche subsidie, waarvan bedrag en toekenningsvoorwaarden bij Koninklijk Besluit worden vastgesteld, aan de erkende mutualiteitsverenigingen verleend die als bemiddelaars, ter uitvoering dezer wet, tusschen de verzekerden en de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas zullen optreden. »

Vergeleken bij de begroting van 1933, wordt het krediet verminderd met 351,500 frank krachtens het besluit-wet van 31 Mei 1933, waarbij de toelagen met 20 t. h. werden verminderd.

Laten wij opmerken dat er geenerlei K. B. werd getroffen ter uitvoering

van hoogervermeld artikel 22; doch de Koninklijke Besluiten van 25 November 1925 en van 20 Mei 1930 zijn nog toepasselijk mits het voorbehoud van het Koninklijk Besluit van 31 Mei 1933.

Als documentatie geven wij hier den tekst der besluiten van 1925 en van 1930:

Art. 1. — Het jaarlijksch bedrag van het aan de lijfrentemutualiteitsverenigingen verleend subsidie voor de stortingen, door hun toedoen gedaan, in uitvoering van de wet dd. 10 December 1924, wordt naar de volgende regels bepaald :

A. — Voor de aangeslotenen van veertien jaar en minder :

- a)* Een frank per stortingskaart, aan de Lijfrentekas overgemaakt en waarop voor een waarde van 6 tot 11 frank lijfrentezegels zijn geplakt;
- b)* Een frank vijftig centimes per stortingskaart, waarop voor een waarde van 12 tot 17 frank lijfrentezegels zijn geplakt;
- c)* Twee frank per stortingskaart, waarop voor een waarde van 18 frank of meer lijfrentezegels zijn geplakt.

B. — Voor de aangeslotenen van meer dan veertien jaar :

- a)* Een frank per stortingskaart aan de Lijfrentekas overgemaakt en waarop voor een waarde van 12 tot 25 frank lijfrentezegels zijn geplakt;
- b)* Een frank vijftig centimes per stortingskaart, waarop voor een waarde van 24 tot 35 frank lijfrentezegels zijn geplakt;
- c)* Twee frank per stortingskaart, waarop voor een waarde van 36-frank of meer lijfrentezegels zijn geplakt.

Art. 2. — Voor het bepalen van het bedrag van het subsidie wordt er met den leeftijd van den aangeslotene rekening gehouden op het oogenblik dat de kaart wordt opgemaakt of hernieuwd.

Art. 3. — Het jaarlijksch bedrag van het subsidie verleend aan de lijfrentemutualiteitsverenigingen voor het overmaken aan de Lijfrentekas van de stortingskaarten, overhandigd door de werkgevers aan de verzekeringsplichtige mutualisten wordt op 75 centimes per overgemaakte kaart vastgesteld.

Art. 4. — Het jaarlijksch bedrag van het subsidie verleend aan de mutualiteitsverbonden wordt bepaald op 50 centimes per kaart van een verzekerde, door hun toedoen aan de Lijfrentekas overgemaakt onder de voorwaarden, vastgesteld bij afdeeling *c)* van titel II van het Koninklijk Besluit dd. 19 November 1925. Bedoeld subsidie wordt eveneens met deze, voorzien bij de artikelen 1 en 3, verleend aan de erkende mutualiteitsverenigingen, die minstens 5,000 stortingskaarten aan de Lijfrentekas zullen hebben overgemaakt.

Art. 5. — Het subsidie wordt enkel verleend, mits de boeken van de mutualiteitsinstelling geregeld worden bijgehouden, de stortingskaarten werden overgemaakt en de jaarlijksche rekening binnen de reglementaire termijnen werd opgezonden.

Art. 6. — Het subsidie wordt niet verleend aan de mutualiteitsverenigingen, die in den loop van 't jaar minstens geen 100 stortingskaarten hebben overgemaakt, noch aan de verbonden, die minstens geen 5,000 stortingskaarten hebben overgemaakt.

Het zal echter voor 1926, onverschillig het getal overgemaakte kaarten, worden verleend.

Koninklijk besluit van 30 Mei 1930.

ARTIKEL 1. — De bepalingen van artikel 6 van Ons besluit van 20 November 1925 worden in dezer voege gewijzigd :

« Het subsidie wordt niet verleend aan de mutualiteitsverenigingen die in den loop van 't jaar geen minimum van 100 stortingskaarten hebben overgemaakt, noch aan de verbonden die geen minimum van 2,500 stortingskaar. en hebben overgemaakt. »

ART. 2. — Deze nieuwe regeling is vanaf 1929 toepasselijk op de verrichtingen der mutualiteitsverbonden.

ART. 3. — Onze Minister van Arbeid, Nijverheid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Een lid deed opmerken dat de toelage door de Regeering verleend aan de lijfrentemutualiteiten om hun algemeene onkosten te dekken, ontoereikend is. Het werk opgelegd aan de secretarissen op deze instellingen wordt zoo belangrijk, hun verantwoordelijkheid is soms zoo zwaar dat het wenschelijk is de tusschenkomst van den Staat niet te verminderen, maar integendeel te verhoogen.

HOOFDSTUK IV.

TOELAGEN AAN DE WERKEN VOOR VOORZORG.

Art. 20. — Gezinsvergoedingen. — Afgeschaft wordt de toelage aan de Nationale Kas voor gezinsvergoedingen, met het oog te voldoen aan het voorschrift van artikel 52, alinea 3, der wet van 4 Augustus 1930, alsook om haar te helpen in het dekken harer werkingskosten.

Artikel 52 bepaalde namelijk : « Jaarlijks stort de Staat aan de Nationale Kas een steuntoelage van 30 miljoen frank.

» Het voordeel van deze toelage is aan het derde kind en de volgende kinderen voorbehouden.

» De Staatstoelage zal, in de eerste plaats, dienen om de primaire kassen te helpen, wier geldmiddelen na de bij de artikelen 50 en 51 voorziene omslagen van fondsen, ontoereikend mochten zijn om voor de derde en volgende kinderen de bij deze wet bepaalde minimumvergoedingen te betalen. »

Het Koninklijk besluit van 14 Augustus 1933 brengt zekere wijzigingen aan dit artikel met dezen aan te duiden die recht hebben op de gezinsvergoedingen. Deze bepalingen verzekeren een merkbare besparing in de uitgaven, wat een vergoeding uitmaakt voor de verminderingen van inkomsten van de Nationale Kas, die onder meer voortvloeien uit de economische crisis, en deze in de mogelijkheid stelt de voorschotten toegekend door de verrekenkassen op hun voorzieningsfonds terug te betalen.

Wij hebben den Minister verscheidene vragen gesteld over de werking van de kassen voor gezinsvergoedingen. Hier volgen de antwoorden :

EERSTE VRAAG. — Welke zijn, op financieel gebied, de gevolgen van het Koninklijk besluit van 14 Augustus 1933, betreffende de gezinsvergoedingen?

ANTWOORD. — Het wetsbesluit van 14 Augustus 1933 slaat voornamelijk op twee voorwerpen :

1^o Het misbruik beletten dat er in bestaat zekere reeksen van bedrijfshoofden te laten ontsnappen aan de storting van een bijdrage, terwijl hun personeel

zou recht hebben op de gezinsvergoedingen (zie art. 1 van de wet). Men kan de bijkomende ontvangsten die de compensatiekassen zullen genieten door deze nieuwe bepalingen, van het oogenblik dat deze integraal zullen kunnen toegepast worden, op ongeveer tien millioen ramen.

2^o Strafrechterlijke bepalingen invoeren ten opzichte van de werkgevers die, alhoewel aangesloten bij een verrekenkas, hun bijdragen niet of slechts onregelmatig storten. De uitslagen van deze bepalingen zullen afhangen van den bekwamen spoed en de zorg dat de verrekenkassen zullen betoonen om de werkgevers die in gebreke blijken en onder de toepassing van deze strafrechterlijke bepalingen vallen, geregeld aan het toezicht van het Departement aan te wijzen.

TWEEDE VRAAG. — Welke zijn de redenen van het batig saldo of het tekort van de kassen voor gezinsvergoedingen?

ANTWOORD. — Deze redenen zijn van verschillenden aard :

1^o In hoofdzaak spruiten batig saldo en tekort van de verrekenkassen voort uit de geringe of zware gezinslasten van het personeel der aangesloten ondernemingen.

Op dit gebied dient er aan herinnerd dat de wet van 4 Augustus 1930 houdende veralgemeening der gezinsvergoedingen, de vrije keus van de verrekenkas huldigt behoudens zekere uitzonderingen. Over het algemeen zijn de werkgevers vrij bij de verrekenkas van hun keus aan te sluiten. Artikel 16 van de wet voorziet nochtans de oprichting van bijzondere kassen voor zekere nijverheden waarin de werkvoorwaarden te ingewikkeld zijn om de uitbetaling van de gezinsvergoedingen in normale omstandigheden toe te laten, in andere woorden, door een gewone verrekenkas. Aldus werden zeven bijzondere kassen opgericht, te weten :

De Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen in de zeestreek;

De Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten gunste van de arbeiders in dienst van de scheepsrederijen;

De Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten gunste van de arbeiders uit de ondernemingen voor scheepsherstelling;

De Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten gunste van de arbeiders uit de ondernemingen voor binnenscheepvaart;

De Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten gunste van het personeel der hotels, spijs- en drankhuizen;

De Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten gunste der huisarbeiders, alsmede de handelsreizigers en handelsvertegenwoordigers in dienst van verscheidene werkgevers;

De Bijzondere Verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten gunste van de arbeiders uit de diamantnijverheid.

2^o Uit de voorgaande overwegingen volgt dat de groepeerings van de geringe of zware gezinslasten in de verrekenkassen op haar beurt afhangt van verschillende juridische en demografische omstandigheden, te weten :

a) Het arbeidsveld van de gewone verrekenkassen. Krachtens de wet strekt dat arbeidsveld zich vrij uit hetzij over geheel het land (nationale private kassen), hetzij tot zekere gewesten van het land (gewestelijke private kassen), hetzij tot zekere bedrijven (nationale of gewestelijke beroepskassen). Over het algemeen meent men verkeerdelijk dat de groepeerings van de gezinsrisico's

uitsluitend per gewest gebeurt. In feite is eerder het tegenovergestelde waar : de groepeerings van het risico geschiedt over het algemeen per beroep;

b) Den aard van de bedrijven in den werkring van de verrekenkassen. De demografische factor is zeer verschillend op dit gebied.

3° De toepassing van het stelsel van niet integrale nationale compensatie, dat ten grondslag ligt aan de wet. Herhaaldelijk hebben zekere groepeerings van verrekenkassen in openbaar gemaakte moties de aandacht van de Regeering gevestigd op het feit, dat de toelating aan de verrekenkassen met batig saldo verleend om de helft hiervan te besteden voor doeleinden door hen zelf bepaald, aanleiding geeft tot het misbruik van uitkiezen der ondernemingen in den schoot der verrekenkassen gegroepeerd.

4° De ontoereikendheid van de contrôle, die krachtens de artikelen 57 en volgende van de wet, toevertrouwd is aan den Dienst der gezinsvergoedingen van het Departement. Het controlepersoneel is ontoereikend in aantal.

5° De buitengewoon moeilijke omstandigheden waarin tengevolge van de economische crisis de wet van 4 Augustus 1930 van kracht is geworden.

6° De onduidelijkheid van zekere teksten van de wet, die twijfel laten bestaan over de al dan niet verplichte aansluiting van zekere werkgevers bij een verrekenkas, b. v. de bepalingen van het eerste artikel, *in fine*, de bepalingen van artikel 3, de bepalingen van de artikelen 25 en 43, enz.

DERDE VRAAG. — Welke was op 1 Januari 1934, de toestand van de Nationale Verrekenkas voor gezinsvergoedingen.

ANTWOORD. — Het is niet mogelijk de gevraagde cijfers aan te duiden voor het einde van het dienstjaar 1933. Daarentegen volgen hier de cijfers op het einde van het derde kwartaal 1933.

Toestand van de Nationale Verrekenkas.

Ontvangsten van het dienstjaar 1931	fr.	29,820,850 97
Uitgaven van het dienstjaar 1931		14,982,799 67
Beschikbaar	fr.	14,838,051 30
Ontvangsten van het dienstjaar 1932	fr.	23,251,019 04
		38,089,070 34
		=====
Uitgaven van het dienstjaar 1932	fr.	33,282,725 10
Beschikbaar	fr.	4,806,345 24
Ontvangsten van het dienstjaar 1933 (eerste drie trimesters)		21,083,417 76
		25,889,763 »
Uitgaven van het dienstjaar 1933 (eerste drie trimesters)		26,521,634 99

Tekort : fr. 631,871-99 (1).

(1) Geen rekening gehouden met de leeningen en afhoudingen op voorzieningsfondsen toegestaan aan de Nationale Kas door de primaire kassen, voor een bedrag van fr. 6.930.305.44 op het einde van het derde trimester 1933.

VIERDE VRAAG. — Geef de statistieken per streek van de uitgaven over de jaren 1931, 1932 en 1933.

ANTWOORD. — Onder voorbehoud der opmerkingen voorkomende in het antwoord op de tweede vraag, inzonderheid wat betreft het wettelijk stelsel van de groepeerings der bedrijven in den schoot der compensatiekassen, alsmede het samenbestaan van de twee technische groepen in den schoot eener zelfde kas, geven wij hieronder de tabellen, per streek, van de uitgaven der compensatiekassen over de jaren 1931, 1932 en 1933.

**Gezinsvergoedingen betaald door de Compensatiekassen
gevestigd in de Waalsche streken.**

Nr der C. K.	1931	1932	1933
1	751,482 15	1,004,088 75	738,336 50
4	6,986,783 15	6,313,816 16	5,346,702 97
5	4,966,556 "	4,325,919 85	3,791,756 98
6	6,366,392 28	4,952,754 76	4,107,679 24
7	9,173,330 93	8,548,325 58	6,893,712 08
9	13,091,399 09	14,431,952 88	10,502,445 28
10	5,120,488 75	5,568,158 86	4,122,355 51
15	475,879 65	515,853 45	391,258 73
18	1,160,299 80	1,280,941 90	725,423 55
20	304,965 85	520,051 35	426,672 60
22	1,122,518 80	1,296,669 "	1,011,556 35
24	2,564,739 "	2,694,614 65	2,092,601 25
25	650,399 08	907,849 75	705,772 "
27	212,509 55	258,512 55	185,944 70
31	267,595 30	605,860 90	649,803 65
41	692,363 20	1,360,805 80	1,148,873 46
45	269,359 58	425,711 18	322,086 15
50	452,640 80	456,813 75	287,086 65
60	318,618 10	504,752 75	378,332 15
62	122,909 75	244,535 36	184,185 26
70	1,666,814 45	1,635,311 95	1,285,099 95
71	315,734 25	237,152 05	207,011 05
72	361,505 "	553,477 35	433,743 90
73	229,508 95	155,508 55	99,017 25
80			83,156 25
	57,644,793 46	58,799,439 13	46,120,613 46
	=====	=====	=====

**Gezinsvergoedingen betaald door de Compensatiekassen
gevestigd in de Vlaamsche streken.**

Nr der Kassen.	1931	1932	1933 3 eerste trim.
Spec. 1	1,081,847 46	1,841,158 65	1,674,506 03
Spec. 2	153,696 18	300,261 63	213,404 95
Spec. 3	196,502 50	282,992 55	234,019 43
Spec. 4	147,994 70	399,875 60	329,256 95
Spec. 7	—	—	717,776 35
3	10,514,277 90	10,860,111 70	8,671,210 10
8	1,309,573 "	1,713,687 15	1,485,106 85
14	4,505,599 21	4,248,568 90	3,024,421 30
16	4,668,602 55	3,938,023 15	2,953,325 90
17	458,610 15	418,054 85	286,260 05
19	4,165,393 50	9,679,822 "	9,389,784 75
26	345,609 55	638,136 70	476,629 60
28	487,798 78	452,123 99	284,117 56
29	1,621,013 69	2,226,507 14	1,693,521 95
30	669,867 36	754,503 60	527,530 66
32	4,759,042 45	5,889,335 "	4,406,442 90
33	938,670 95	966,047 75	749,870 15
34	2,961,560 "	4,822,651 35	3,730,747 37
35	1,745,642 40	8,433,564 05	7,865,922 80
36	965,737 50	997,320 65	675,344 25
37	471,351 85	733,528 90	584,429 90
43	2,301,157 60	4,512,579 70	3,725,364 03
44	486,912 25	696,043 55	560,317 89
46	129,721 95	199,655 05	186,357 25
47	369,097 60	664,530 25	517,781 60
48	1,203,228 33	1,658,359 49	1,286,857 07
49	384,361 48	383,064 "	274,688 40
52	279,815 70	331,225 20	243,376 90
59	338,640 "	363,505 05	278,540 10
61	415,859 10	413,866 45	299,103 05
63	187,671 35	961,631 05	729,187 "
65	73,176 20	336,961 95	192 35
geworden sp.7.			
69	61,957 45	151,019 50	123,791 47
75	184,167 90	405,233 "	384,078 15
76	19,301 25	17,676 25	12,765 80
77	42,769 10	669,472 55	670,942 45
78	99,800 62	455,337 69	371,582 55
Vroeger 32 Versmolten met 25	146,215 95	—	—
	48,892,245 51	71,816,436 04	59,638,555 86

**Gezinsvergoedingen betaald door de Compensatiekassen
gevestigd in het Brusselsche.**

N ^r der Kassen.	1931	1932	1933
Hulpk. E.	14,003,879 17	29,537,378 26	22,659,475 85
Spec. 5	275,036 31	803,624 06	814,230 80
Spec. 6	847,817 80	3,357,182 90	2,968,169 25
2	11,487,714 80	11,315,885 »	9,041,051 24
11	599,286 68	463,978 45	360,644 35
12	4,777,998 10	4,312,041 16	3,405,584 55
13	17,287,030 39	20,613,707 35	15,143,536 85
21	1,825,849 05	1,242,682 40	966,652 45
23	264,647 35	2,905,673 15	2,955,173 89
38	316,922 80	325,439 10	255,003 05
39	4,554,156 »	13,283,716 35	10,083,992 »
40	123,833 50	136,645 25	111,575 10
42	326,708 15	327,012 99	262,545 25
51	1,310,331 57	3,873,979 15	3,626,506 75
53	799,538 65	985,273 95	756,436 27
54	807,372 70	722,354 25	585,706 85
55	284,815 60	317,496 75	259,568 55
56	576,209 80	805,112 50	751,513 »
57	262,547 55	262,411 15	187,572 50
58	452,178 70	676,152 97	510,976 36
64	231,401 »	478,882 65	388,146 »
66	10,587 05	50,486 95	30,594 55
67	23,075 50	48,976 60	33,692 25
68	125,824 35	1,525,384 60	1,547,702 24
74	88,388 70	97,890 35	71,367 55
79	32,730 »	435,303 75	346,808 75
	61,695,881 27	98,904,671 14	78,124,226 25

Art. 21. — Mutualiteitsverenigingen en andere voorzorgsinstellingen. — De toelagen worden bepaald bij Koninklijk besluit van 26 Mei 1933, voor alles wat betreft de mutualiteitsdiensten (primaire dienst-, genees-, artseneijkundige dienst, verzekering tegen de tering, enz.).

Bij besluit van 22 December 1931 werd deze verdeling geregeld, maar vanaf 1 Juni 1932 werd zij gewijzigd. Voor het jaar 1933, krachtens een Koninklijk besluit van 14 Augustus 1933, mochten de ter beschikking der mutualiteiten gestelde kredieten slechts ten beloope van 95 t. h. worden benuttigd. Dit zal waarschijnlijk ook het geval zijn voor 1934.

Hieronder geven wij een tabel, waarbij vanaf het Koninklijk besluit van 1931 de grondslagen van verdeling worden aangegeven volgens dewelke deze onderscheidene toelagen worden verleend.

BASIS VAN VERDEELING DER TOELAGEN.

(14)

	VOLGENS K. B. VAN 22-12-31.	BEGROOTING 1932.	BEGROOTING 1933	BEGR. 1934
PRIMAIRE DIENST	15 t. h. van het bedrag der bijdragen.	10 t. h. van het bedrag der bijdragen; het bedrag van 15 t. h. was slechts toepasselijk vanaf 1 januari 1933	9.5 t. h. van het bedrag der bijdragen. (Procent teruggebracht op 10 t. h. en toelage vermindert met 5 t. h., zegge een vermindering met 36.66 t. h.)	Zie 1933.
MEDISCH-PHAR- CEUTISCHE DIENST.	<i>Gezond toelage</i> : 6 frank per lid van veertien tot vijf en vijftig jaar (3 frank voor de overigen). <i>Aanvullende toelage</i> : fr. 0-50 per frank, naar verhouding tot het overschot vastgesteld tusschen de globale geïnde bijdragen en het dubbel der gewone toelage. <i>Vergoeding voor schriften</i> : fr. 0-50 per gezins-hoofd en ongehuwden boven de veertien jaar.	Inkrimping met 10 t. h.	De aanvullende toelage wordt berekend naar rato van fr. 0-40 per frank (insteede van fr. 0-50).	Zie 1933.
MOEDERSCHAPS- VERZEKERING.	50 frank per geboorte. 30 t. h. van het bedrag der bijdragen. (Toelage verhoogd met 50 t. h. wanneer de dagelijksche vergoeding verleend door de Kas voor moederschapsverzekering wordt gebracht op 6 frank gedurende zes weken.)	Inkrimping met 10 t. h.	Bovendien : Inkrimping met 20 t. h.	Zie 1933.
VERZEKERING TEGEN TERING.	60 t. h. van het bedrag der bijdragen. Deze toelage wordt gebracht op 100 t. h. ten gunste der Nationale Unies en van sommige andere kassen. Een aanvullende toelage van 15 t. h. van het bedrag der bijdragen wordt verleend wegens gezinsvergoeding.	Inkrimping met 10 t. h.	De bijdragen bestemd voor den dienst der verpleegsters-bezoeksters geven enkel recht op een toelage van : 85 t. h. insteede van 115 t. h. 75 t. h. — 100 t. h. 55 t. h. — 75 t. h. 45 t. h. — 60 t. h.	Zie 1933.
VERZEKERING TEGEN INVALIDITEIT.	60 t. h. van het bedrag der bijdragen.	Geen vermindering.	Bovendien : Inkrimping met 20 t. h. Inkrimping met 5 t. h.	Zie 1933.
KOSTEN VAN BEHEER EN PROPAGANDA.	1 ^o Nationale Unies : fr. 0-25 per herverzekerde; 2 ^o Federaties : fr. 0-14 per herverzekerde; 3 ^o Mutualiteitsafgevaardigden : fr. 0-05 per herverzekerde.	Inkrimping met 15 t. h.	Inkrimping met 20 t. h.	Zie 1933.

Art. 22. — Toelagen aan de onderlinge invaliditeitskassen. — Zij worden verleend krachtens de wet van 5 Mei 1912 en waren bepaald op fr. 0-60 per frank bijdrage. Bij toepassing van het wetsbesluit van 14 Augustus 1933, werd de toelage met 5 t. h. verminderd.

EERSTE VRAAG. — De tabellen gevoegd bij de invaliditeitsrekeningen geven de telling der verzekerden volgens het beroep. Welk is het aantal aangeslotenen voor de volgende beroepen :

Arbeiders der spoor- en tramwegen;
Landbouwers of landbouwarbeiders;
Handelaars;
Bedienden;
Vrije beroepen.

ANTWOORD. — Hieronder de gevraagde inlichtingen :

Spoor- en tramwegarbeiders	39,636
Landbouwers en landbouwarbeiders	41,042
Handelaars	14,043
Bedienden	85,425
Vrije beroepen	13,487

Art. 23. — Kredieten ten behoeve van werklieden tengevolge van den oorlog onbekwaam tot werken. — Wij boeken een vermindering van 95,000 frank tengevolge van de vermindering van het aantal onbekwamen.

Hieronder het aantal onbekwamen op het einde van elk der laatste tien jaren :

31 December 1924	829
31 December 1925	726
31 December 1926	582
31 December 1927	500
31 December 1928	440
31 December 1929	397
31 December 1930	361
31 December 1931	333
31 December 1932	301
31 December 1933	131

Sedert het begin van het jaar 1921 werden er geen nieuwe rechthebbenden meer aangenomen. Alleen de personen met ten minste 50 t. h. invaliditeit konden het hulpgeld trekken. De groote vermindering van het aantal onbekwamen wordt toegeschreven aan de sterfte, omdat de meesten teringlijders waren.

Art. 24. — Medisch-pharmaceutische dienst. — De crisis schijnt tot nog toe niet merkkelijk den toestand der mutualiteiten te hebben gewijzigd, zoowel wat betreft het gemiddeld bedrag der bijdragen als het aantal leden. Over het algemeen boekt de getalsterkte der mutualiteiten zelfs een lichte verhooging

Daarentegen schijnt de achteruitgang van sommige vereenigingen bijzonder verergerd te zijn op gebied van den medisch-pharmaceutischen dienst.

Bovendien neemt het aantal mutualiteiten, die vermelden, af : 52 vereenigingen zijn verdwenen door versmelting in 1933, tegen 75 in 1932 en 66 in 1931. De oorzaken dezer versmeltingen zijn steeds dezelfde : onmogelijkheid voor de kleine mutualiteiten hun normale werking te verzekeren met een ontoereikend aantal leden, en verplichting voor de primaire vereenigingen minstens 50 leden te tellen om recht te hebben op de toelagen van den Staat.

Door verschillende leden werden er aan den heer Minister vragen gesteld, waarop de antwoorden hieronder volgen.

MUTUALITEITEN.

EERSTE VRAAG. — Hoeveel erkende Nationale Unies van mutualiteitsfederaties zijn er?

Welke is de primaire getalsterkte voor elk dezer?

Welk is het aantal mutualisten die niet behooren tot een Nationale Unie van federaties? Zoo mogelijk voor 1932. Zooniet voor een vroeger jaar?

ANTWOORD. — Er zijn zes erkende Nationale Unies van mutualiteitsfederaties.

Hieronder hun getalsterkte (onderlinge hulp) op 31 December 1932 :

1. Nationaal Verbond der Christene Mutualiteitsfederaties	389,511
2. Nationale Bond der liberale mutualiteitsfederaties	72,816
3. Nationale Unie der onzijdige mutualiteitsfederaties.	184,542
4. Nationale Unie der beroepsmutualiteiten	94,159
5. Nationaal Verbond der Federaties van socialistische mutualiteiten	547,270
6. Landsbond der Vlaamsch-nationalistische mutualiteiten (erkend in 1933)	

Er zijn ongeveer 300 erkende mutualiteiten die niet gefedereerd zijn.

TWEEDE VRAAG. — Hoeveel mutualiteiten tegen tering, die toelagen kunnen genieten, waren er in 1933 (volgens rekeningen 1932)?

Welk is het aantal effectieve leden voor iedere mutualiteit?

ANTWOORD. — Er bestaan 11 mutualiteitskassen tegen tering, die toelagen konden genieten in 1933.

Hieronder voor iedere kas het aantal rechthebbenden op 31 December 1932 *.

1. Nationaal Verbond der christene mutualiteitsfederaties	1,004,112
2. Nationale Bond der liberale mutualiteitsfederaties	197,112

(*) In de rekeningen verstrekt door de antiteringskassen voor 1932, wordt alleen het aantal rechthebbenden vermeldt.

3. Nationale Unie der onzijdige mutualiteitsfederaties	348,294
4. Nationale Unie der beroepsmutualiteiten	210,403
5. Nationaal Verbond der federaties van socialistische mutualiteiten	1,035,384
6. Vrij Verbond der mutualiteiten van Brussel, enz.	46,619
7. Onzijdig Verbond der « Alliances Nord Belge »	12,466
9. Tuberculosebestrijdingskas « Heropbeuring »	40,548
10. Tuberculosebestrijdingskas « Zonnestraal » (*)	31,605
11. Landelijk Verbond voor teringbestrijding van autobus-, buurt-spoorweg-, trampersoneel, enz.	40,017

DERDE VRAAG. — Het Koninklijk besluit van 22 December 1932 bepaalt dat aan de leden, alsmede aan de personen van hun gezin, die aangetast zijn door tering, kosteloze verpleging dient verzekerd in een sanatorium gedurende minstens drie maand.

Uit de ervaring blijkt dat een nuttige kuur altijd meer dan drie maanden duurt. Om bijna zeker te zijn dat de antiteringkassen hun ganschen plicht zullen doen jegens de teringlijders, zou het Koninklijk besluit dienen gewijzigd en zou het moeten luiden : *gedurende minstens zes maanden*.

Welk is het advies van den Minister?

ANTWOORD. — De verplichte tusschenkomst van de meeste teringkassen overschrijdt drie maand.

Bovendien behelzen de statuten dezer kassen doorgaans een bepaling die toelaat het verblijf in het sanatorium te verlengen na het verplichte tijdperk, indien, bij geneeskundig getuigschrift, wordt bewezen dat de toestand van den zieke dit vergt.

In feite maken al de kassen van dit recht gebruik en verzekeren zij de behandeling gedurende meer dan zes maanden en soms zelfs gedurende heel het tijdperk dat wordt noodig geacht door het bestuur van het sanatorium.

Tot nog toe heeft de werking der teringkassen geen aanleiding gegeven tot klachten.

Derhalve hoeven, naar het schijnt, de bepalingen van het Koninklijk besluit van 22 December 1931 betreffende deze instellingen niet gewijzigd.

VIERDE VRAAG. — Het Koninklijk besluit van 22 December 1931 verbiedt aan de mutualiteiten vergoedingen te verleenen aan de gekwetsten, indien zij het voordeel genieten van de wet op het herstel der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

De ambtenaren, eensdeels, en de bedienden, anderdeels, ontvangen hun volle wedde gedurende een min of meer lang tijdperk. Welnu de mutualiteiten mogen hun een dagelijksche vergoeding verleenen in geval van ziekte, en deze vergoeding wordt gevoegd bij de volle wedde.

Waarom wordt de toelage afgeschaft aan de mutualiteit die een vergoeding zou verleenen aan den gekwetste die 50 of 66 t. h. van zijn loon ontvangt en waarom wordt zij verleend aan de mutualiteit die een vergoeding voegt bij de volle wedde van den ambtenaar of den bediende ?

(*) Aantal gesteunden op 31 December 1931 (rekening 1932 teruggezonden voor opmerkingen).

ANTWOORD. — Vooreerst dient opgemerkt, dat de bepaling waarbij de leden slachtoffers van een vergoed arbeidsongeval worden uitgesloten van het voordeel der dagelijksche vergoeding, in het Koninklijk besluit van 22 December werd aangebracht op verzoek van de voornaamste Nationale Bonden. Deze oordeelden inderdaad dat de vergoedingen voorzien door de verschillende takken van de sociale verzekeringen — verzekering tegen ziekte, tegen ongelukken, tegen ouderdom — niet mochten gecumuleerd worden.

Wat betreft de mutualiteiten die uit bedienden en ambtenaren bestaan, zij kennen de vergoeding voor ziekte slechts toe vanaf den dag waarop de belanghebbenden hun wedde niet meer ontvangen.

Van den anderen kant zijn er talrijke mutualiteiten die, in hun statuten, een bepaling opnemen die voorkomt in de modelstatuten uitgegeven door het Departement en waarbij de dagelijksche vergoeding niet wordt toegekend aan de zieke of gekwetste leden, die hun volle loon of wedde genieten.

Bovendien moet er op gewezen, dat de mutualiteiten waarin het element « bediende » overwegend is neiging vertoonen om af te zien van den dienst der vergoedingen om zich uitsluitend te houden bij den medisch-pharmaceutischen dienst.

VIJFDE VRAAG. — Een rondschrijven van een mutualiteitsvereniging deelt aan dezer leden mede dat zij vanaf 1 Januari 1933 per maand fr. 12-50 zullen moeten betalen in stede van 12 frank. Men verklaart dat die verhooging met fr. 0-50 wordt opgelegd omdat het Nationaal Verbond waarvan zij deel uitmaakt, de bijdrage voor teringbestrijding van fr. 0-50 op 1 frank heeft gebracht, en dit met het doel te genieten van de toelage van 115 t. h. op 12 frank per jaar in plaats van op 6 frank.

Er blijft dus fr. 11-50 per maand voor de volgende diensten :

Vergoeding voor ziekte gedurende zes maanden;

Vergoeding aan de gebrekkelijken tot vijf en zestig jaar;

Medisch-pharmaceutischen gezinsdienst;

Moederschapsdienst.

Alle bevoegde mutualisten weten dat deze som van fr. 11-50 niet toelaat de toelagen te bekomen voor ieder van deze diensten. Het blijkt dus dat de leiders van deze primaire mutualiteiten, van de Federatie en van het Nationaal Verbond, het eens zijn om rekeningen derwijze voor te leggen dat de diensten die de hoogste toelagen bekomen, in regel zijn met het Koninklijk besluit van 22 December 1931.

Zou het Koninklijk besluit niet dienen gewijzigd te worden in dezer voege :

Wanneer de verzekerde een bijdrage betaalt tot het bekomen van de voordeelen van al de diensten opgesomd in het Koninklijk besluit van 22 December 1931, zullen de andere toelagen niet worden toegekend indien 80 t. h. van de primaire mutualiteiten geen bijdragen voorzien die hun toelaten de toelage voorzien bij artikel 2 te bekomen. De primaire vergoeding door de erkende mutualiteit toe te kennen is deze, die werkelijk aan het lid wordt uitbetaald.

ANTWOORD. — De wet van 23 Juni 1894 (art. 4, V) kent aan de mutualiteiten volle vrijheid toe voor het bepalen der door de leden te storten bijdragen. Zij hebben dus het recht deze bijdragen te verdeelen naar het hun best past.

Van den anderen kant zijn de primaire mutualiteiten onderling onafhankelijk.

Hetzelfde geldt voor de diensten (vergoedingen, medisch-pharmaceutischen dienst, moederschapsverzekering) die in den schoot van deze mutualiteiten werken.

De wijzigingen van het Koninklijk besluit van 22 December 1931 in den aangetoonden zin ware moeilijk overeen te brengen met de bepalingen van artikel 3 der wet van 23 Juni 1894 (art. 3) en zou storing kunnen teweegbrengen in de werking van de mutualistische vereenigingen, zoo federale als primaire.

Art. 27. — Tegemoetkomingen aan gebrekkelijken en verminkten.

De wet van 1 December 1928 werd gewijzigd door die van 22 Januari 1931. De Besluit-Wet van 31 Mei 1933 beperkte de tusschenkomst van den Staat; deze werd nogmaals gewijzigd door een Koninklijk besluit van 14 Juli 1933.

Deze besluiten hebben voor gevolg de uitgave met 2,545,000 frank te vermindern.

Art. 28. — Toelagen aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.

Wij hebben aan den Minister de vraag gesteld :

« De Raadplegingen voor Zuigelingen verkoopen producten door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn vervaardigd.

» Een maatschappij zonder winstbejag, de « Centra », werd opgericht, die de bedrijfsleiders aanraadt bij haar te koopen.

» Welke is de samenstelling van het Comité van het N. W. K. en deze van de « Centra »?

» Worden de kosten der werking van de « Centra » niet rechtstreeks of onrechtstreeks aangerekend op de bestuurskosten van het N. W. K.? »

ANTWOORD. — De vraag van den achtbaren verslaggever bedoelt twee verschillende inrichtingen :

a) « DE AANKOOPCENTRALE » en

b) « De CENTRA ».

a) « De Aankoopcentrale » :

Artikel 243a van het Organiek Reglement van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn zegt namelijk :

« Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn stelt een dienst voor gemeenschappelijken aankoop ter beschikking van de werken; de voorwaarden der werking van dezen dienst worden vastgesteld door het Bureau van den Hooeren Raad der Werken voor Kinderwelzijn.

De inrichting van de « Aankoopcentrale » wordt derwijze geregeld dat zij voor het Nationaal Werk geenerlei financieele lasten veroorzaakt; de boekhouding is gescheiden van de overige verrichtingen in het Nationaal Werk; zij wordt jaarlijks nagezien door een deskundigen boekhouder door het Bureau aangeduid ».

Om het nut te vatten van de « Aankoopcentrale », past het den aanvang van het N. W. K. na te gaan.

Ten einde de moeders aan te sporen de raadplegingen voor zuigelingen bij te wonen, verleende het N. W. K. haar, voor elke aanbieding van een zuigeling, een premie bestaande uit bijzondere kledingstukken of voedingsartikelen

voor het kind. Het viel binnen het programma van het N. W. K. die voordeelen geleidelijk te verminderen en af te schaffen zoodra de moeders zouden begrepen hebben dat het kosteloos geneeskundig toezicht van hun kinderen op zichzelf een toereikend voordeel was. Het was een in te voeren opleiding en zij kon slechts geleidelijk verwezenlijkt worden.

In 1926 zag de Regeering zich echter genoodzaakt de kredieten aan het N. W. K. te verminderen, en de premies, wier waarde reeds herhaaldelijk vermindert werd, werden totaal afgeschaft. Het was wat vroeg en de gevolgen van dezen maatregel waren zeer ernstig : de moeders bleven weg van de raadplegingen.

Dan rees de gedachte op aan de moeders te *verkoopen* wat haar tot dusver gegeven werd. Een dergelijke dienst werd ingericht en de bijval was en blijft aanzienlijk.

Deze dienst kost niets aan de openbare besturen.

De gekochte koopwaar wordt aan de moeders afgestaan tegen den kostenden prijs, verhoogd met een klein tenhonderd bestemd om de algemeene kosten te dekken; de « Aankoopcentrale » moet zelf al de uitgaven dekken die haar bestaan meebrengt : huur, bezoldiging, kosten van briefwisseling, enz.

Het is feitelijk een coöperatieve van moeders, doch zonder bijzonder juridisch bestaan. De « Aankoopcentrale » wordt beheerd volgens de jongste verbeteringen van de rationeele arbeidsinrichting; zij beschikt over een moderne uitrusting en haar personeel werkt met belanglooze toewijding. Daarin ligt gansch het geheim van den voordeeligen prijs der leveringen.

Het batig overschot dat zij verwezenlijkt wordt gestort in het kapitaal van het N. W. K. en helpt dezès eigen bezit verhoogden.

Bovendien worden de aankopen gedaan met de grootste voorzichtigheid. De contracten zijn dan ook bijzonder voordelig en derhalve loopt de « Centrale » minimum risico op. Ten slotte zou het gebeurlijk tekort, dat zeer onwaarschijnlijk is, gedekt worden door de eigen fondsen van het N. W. K.

De « Aankoopcentrale » heeft geen comiteit. Het is een organisme dat afhangt van het N. W. K., bestuurd en beheerd door den Hoogeren Raad der Werken voor Kinderwelzijn.

b) De « Centra » :

De « Centra » is een vereeniging zonder winstbejag, *geheel onafhankelijk* van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, met een boekhouding geheel verschillend van die der « Aankoopcentrale ».

De « Centra » levert aan haar leden sommige koopwaren tegen merkkelijk lageren prijs dan in den handel. De kleine winst, die zij op haar verrichtingen neemt, volstaat om al haar beheerkosten te dekken.

Sedert haar stichting heeft de « Centra » reeds twee giften van 10,000 frank elk aan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn gedaan. Deze sommen, die haar batig overschot uitmaken, worden besteed aan het gedeeltelijk dekken der kosten van den Dienst voor onderzoek van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, inrichting die zich met den dag uitbreidt en al meer en meer kost. Hun derde gift van 10,000 frank zal binnen kort gedaan worden.

Men moet toegeven dat het belangloos initiatief met dat doel door de leiders van de « Centra » genomen verdient aangehaald te worden. Bovendien trekken de leiders van de « Centra » niet de minste vergoeding voor hun werk.

Art. 29. — TOELAGEN VOOR DE BESTRIJDING DER BESMETTELIJKE ZIEKTEN.

De volgende nota werd door het bevoegde departement meegedeeld :

« Het Bestuur voor Volksgezondheid heeft onder meer in zijn bevoegdheid de bestrijding van de voortzetting der besmettelijke ziekten. Zoo komt het dat het er toe gebracht wordt toelagen toe te kennen aan sommige private werken die tot stand kwamen met het doel de verspreiding dezer ziekten te bestrijden, werken die ermee in betrekking blijven en zijn leiding aannemen.

* * *

» Er dient een onderscheid gemaakt tusschen de gewone besmettelijke ziekten (typhus, diphteritis, roodvonk, hersenverlamming, poliomyelitis, nekkramp, enz.) en de zoogenaamde sociale ziekten. Deze beteekenen, wegens hun uitbreiding, wegens de ellende waarmede zij gepaard gaan, een gevaar voor het ras. Dit zijn echte sociale plagen die meer in het bijzonder de zorg vergen van den Staat; ik bedoeld toring, geslachtsziekten, kanker.

I. — BESMETTELIJKE ZIEKTEN.

» De prophylaxe van deze ziekten wordt verzekerd door gezondheidsinspecteurs van de Regeering. Zij steunt op de aanwijzing van de vastgestelde gevallen, op de afzondering van de zieken, op de ontsmetting der lokalen bij het ziekbed van den zieke en na diens vertrek.

» De besmettelijke ziekten worden veroorzaakt door microben en het is mogelijk ze te vermijden door het nemen van zekere voorzorgen. Men dient dus het publiek voor te lichten om het te leeren de besmetting te voorkomen : dit is het doel van de vulgarisatie der hygiëne. Deze wordt verzekerd door voordrachten en door raadgevingen aan de omgeving van de zieken. Een uitgebreide taak waarvoor de gezondheids-inspecteurs en de gezondheids-monitrices zich met toewijding inspannen.

» Het Bestuur van de Volksgezondheid werd er ook toe gebracht geringe tegemoetkomingen te verleen aan propaganda-instellingen die een opvoedende werkzaamheid uitoefenen onder de armoedige bevolking. Een oordeelkundige keus is hier geboden. Tot nog toe hebben slechts twee werken tegemoetkomingen ontvangen : de « Dispensaire Saint-Servais » te Schaarbeek en het werk « Les Bons Soins » te La Louvière. Sedert 1930 kent het Departement jaarlijks een tegemoetkoming toe om hun te helpen in het dekken van de kosten van hun werking voor ziektebestrijding. Deze tegemoetkoming, eerst vastgesteld op 5,000 frank voor den « Dispensaire Saint-Servais » en op 5,000 frank voor « Les Bons Soins » is, in 1932, onderscheidenlijk op 7,000 en op 3,000 frank gebracht.

II. — SOCIALE ZIEKTEN.

» Het Bestuur van de Volksgezondheid steunt de werken die zich *gespecialiseerd* hebben in den strijd tegen de uitbreiding van de sociale ziekten, en die

tevens aan liefdadigheid doen door kosteloos raad en bijstand te verleen en aan de zieken die zich tot hen wenden.

» A. — *Tering.*

» De teringbestrijding is ingericht door het Belgisch Nationaal Werk tot teringbestrijding, dat twee afdeelingen omvat : de afdeeling van algemeene prophylaxe en de afdeeling van behandeling en kuur.

« De *afdeeling van algemeene prophylaxe* groepeerd in het bijzonder de dispensaria (centra voor keuring, opsporing en bijstand) en de diensten voor kinderbescherming waarvan het doel is de gezonde kinderen te ontrukken aan een besmette omgeving. Aan deze afdeeling wordt jaarlijks een globale som (bepaald op 3,040,000 frank in 1933) besteed, die onder de dispensaria wordt verdeeld in verhouding tot hun uitgaven andere dan deze voor de voeding.

» De *afdeeling van behandeling en kuur* verzekert aan de zieken de gezondheidskuur. Ten einde de kosten van het onderhoud per dag te verminderen en aan de weinig bemiddelde zieken of hun voogden den last te vergemakkelijken, kent het Departement aan deze afdeeling een tegemoetkoming toe van 3-50 fr. verminderd met 5 t. h. per dag in het sanatorium.

» B. — *Gesslachtsziekten.*

» De prophylaxe van deze ziekten steunt voornamelijk op de behandeling en wordt verzekerd door :

» 1^o De aanneming van *gespecialiseerde* geneeskundige instellingen, die zich verbinden de weinig bemiddelde zieken door syphilis aangetast, kosteloos te verplegen. Het Departement komt tusschenbeide voor 3 frank per raadpleging in de kosten van deze instellingen;

» 2^o Het verleen en op kosten van den Staat van de anti-syphilis geneesmiddelen aan de weinig bemiddelde zieken die deze instellingen bezoeken.

» Bovendien kent het Departement jaarlijks een toelage (op 34,000 frank vastgesteld in 1933) toe aan het Belgisch Nationaal Verbond tegen het Venetisch gevaar tot steun van zijn propaganda tegen de geslachtsziekten.

» C. — *Kanker.*

» De wetenschappelijke opsporingen in zake kanker en de behandeling er van vergt zeer kostelijke instellingen (radium, X-stralen, enz.). Om aan de centra voor kankerbestrijding toe te laten deze opsporingen te doen en de moderne behandeling toe te passen, steunt hen het Departement. Het verleen en van deze tegemoetkomingen wordt van volgende voorwaarden afhankelijk gesteld :

» De centra moeten tevens op gebied van vulgarisatie, van bijstand en vooral van therapie werkzaam zijn en ten minste omvatten :

» a) Een volledige heelkundige dienst;

» b) Een instelling van diep-radiotherapie met ten minste twee toestellen die een minimum van 200,000 volt kunnen geven;

» c) Een instelling van radiumtherapie die ten minste over één gram radiumzout beschikt;

» d) Een laboratorium waar de opsporingen, onderzoeken en ontledingen worden gedaan, noodig tot de diagnose en tot de behandeling.

» Om de vermenigvuldiging van de centra te beletten, wat tot een versnippering der inspanningen zou geleid hebben, heeft het Departement besloten alleen de Universitaire centra te ondersteunen, waar de nieuwe geneesheeren worden gevormd.

» De tegemoetkomingen van den Staat worden volgens de volgende modaliteiten toegekend :

« 1^o Een vaste som (168,000 in 1933) wordt toegekend aan elk centrum voor de uitrusting van de telecurietherapie en de Roentgentherapie;

« 2^o Het overige van het krediet (na afhouding van de tegemoetkomingen waarvan sprake *in fine*) wordt als volgt verdceld :

» a) De helft in gelijke deelen onder de vier centra als bijdrage in hun algemeene onkosten;

» b) De andere helft naar verhouding van hun aantal zieken.

» Bovendien heeft het departement in 1933 verleend :

« 1^o Een som van 40,000 frank aan het Werk van den Kalvarie wegens de zeer menschlievende en prophylactische rol van dit werk, daar het zieken afzondert die meestal ongeneesbaar zijn en aangetast door uitgebreide wonden, die er een voorwerp van afschuw van maken;

« 2^o Een toelage van 32,000 frank aan den Belgischen Nationalen Bond voor Kankerbestrijding om hem te steunen in zijn propagandawerk.

* * *

BOND VOOR GEESTESHYGIENE.

» Het Departement verleent jaarlijks aan dezen Bond een toelage om hem te helpen in zijn actie voor geestesvoorbehoeding. Vooreerst bepaald op 25,000 frank, werd deze toelage in 1932 teruggebracht op 20,000 frank.

Goedkoope woningen. — Art. 35 en volgende.

PREMIES VOOR HET BOUWEN.

Uitvoering der Koninklijke besluiten van 14 Augustus 1922 en 15 Juli 1928.

BETAALDE PREMIES.	Aantal	Bedrag
Premies, begrepen in de Koninklijke besluiten reeds bekleed met de Koninklijke goedkeuring, en die eerlang zullen kunnen betaald worden door middel van het krediet van 25 miljoen, dat pas werd verleend door de Spaarkas	56,202	153,125,502
Premies begrepen in besluiten nog niet bekleed met de Koninklijke goedkeuring. Zij zullen pas kunnen betaald worden voor het einde van het eerste halfjaar of in den loop van het 2 ^e halfjaar 1934	8,734	25,229,890
Bundels te onderzoeken door den dienst of nog in onderzoek bij de Bescherm-Comités en kredietmaatschappijen.	769	2,102,340
	6,500 (ongeveer)	19,500,000

De uitbetaling der premies moest sedert Juli 1933 geschorst worden, daar de dienst niet over de noodige kredieten beschikte.

Een voorschot van 25 miljoen werd pas toegestaan door de Spaarkas, hetgeen ons zal toelaten eerlang de 8,734 hoogerbedoeld premies uit te betalen.

De dienst zal kunnen beschikken over een tweede voorschot van 25 miljoen vanaf het tweede halfjaar 1934. De Spaarkas zal echter niet weigeren na te gaan of zij, naar gelang van haar beschikbaarheden, nog niet enkele miljoenen kan voorschieten in den loop van het eerste halfjaar.

HOOFDSTUK VI.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

Artikelen 39 en volgende. — Ouderdomspensioenen.

Op grond van de vroegere wetgeving zou de uitgave in 1933 voor de betaling der ouderdomspensioenen over dit jaar ongeveer 728 miljoen hebben bedragen.

Tengevolge van de herziening, bij toepassing der koninklijke besluiten van 31 Mei en 14 Juli 1933, kan de jaarlijksche uitgave geraamd worden op 525 miljoen.

Hieruit volgt dat de bezuiniging, voortvloeiende uit de toepassing der thans van kracht zijnde bepalingen, 203 miljoen zou bedragen.

Zoo er op de begroting van 1934 een krediet van 554 miljoen werd voorzien, dan is het omdat bij de 525 miljoen nog een bedrag van 21 miljoen dient gevoegd om de uitgaven te dekken, die voortspruiten uit het verschil tusschen de nieuwe pensioenen en de uitgedoofde pensioenen alsmede een bedrag van 8 miljoen voor de uitgaven voortspruitende uit de toepassing der Nederlandsch-Belgische overeenkomst.

Op te merken valt echter dat de vermoedelijke bezuiniging van 203 miljoen zal kunnen beïnvloed worden door de beslissingen te treffen door de Commissiën van Beroep.

Hieronder de tabel der wetten en besluiten getroffen op dit gebied met een beknopte samenvatting van ieder der hoofdzakelijke wijzigingen :

Wet van 20 Augustus 1920;

Wet van 10 December 1924;

Wetten van 20 Juli 1927 en 24 December 1928;

Wet van 14 Juli 1930; vijftien koninklijke besluiten bij toepassing van bedoelde wet tot einde September 1931.

Wet van 23 Juli 1932; vier koninklijke besluiten van toepassing (4 Augustus 1932, 24 November 1932, 25 November 1932 en 26 November 1932.)

Besluit-wet van 31 Mei 1933 en koninklijk besluit van 14 Juli 1933.

Koninklijk besluit van toepassing van 15 Juni, 17 Juni en 29 Juni 1933.

Wet van 20 Augustus 1920. — Deze wet was een wet van onderstand die een kosteloos pensioen verleende aan iederen Belg van vijf en zestig jaar, wier inkomsten niet de bedragen overschreden die overeenstemden met de maxima bepaald op 720, 660 en 600 frank, volgens de categorieën van gemeenten: meer dan 25,000 inwoners, van 5,001 tot 25,000 inwoners, 5,000 inwoners en minder.

Deze wet was van voorloopigen aard, vermits het pensioen enkel kon worden verleend aan de ouderlingen geboren vóór 1 Januari 1858.

Wet van 10 December 1924. — Bij deze wet betreffende de *verplichte verzekering* tegen ouderdom en vroegtijdigen dood werd de wet van 20 Augustus 1920 ingetrokken. Zij slaat op al de loontrekkenden wier jaarlijksche bezoldiging niet 12,000 frank overschrijdt, plus 1,000 frank per kind beneden de zestien jaar.

Deze wet laat bovendien de *vrije verzekering* toe.

Het was de eerste maal dat het *beginsel der verplichte verzekering*, met het oog op het vestigen van renten *met tusschenkomst van de belanghebbenden, de werkgevers en den Staat*, werd verwezenlijkt.

Deze wet berust op het beginsel der kapitalisatie op twee hoofden: Wat de verzekeringsplichtigen betreft, moest er een minimastorting van 72 of 24 fr., met inachtneming van kunne en ouderdom, gedaan worden, voor de helft ten laste van den werkgever en voor de helft ten laste van den arbeider.

De wet voorzag bovendien een bijslag van ouderdomsrente ten bate van hen die zich geen ouderdomsrente van 720 frank hadden kunnen vestigen. Deze rentebijslag werd verleend volgens een staat van behoefte. De inkomsten werden gerangschikt en verschillende vrijstellingen waren daarop toepasselijk.

Voor degenen die geen enkele storting hadden gedaan, kon een kosteloze ouderdomstoelage van ten hoogste 600 frank verleend worden.

Wetten van 20 Juli 1927 en van 24 December 1928. — Deze wetten hebben voor doel, wegens de verhoogde levensduurte, aanvullende toelagen te verleenen aan de bejaarde pensioentrekkers, alsook rentebijslag en kosteloze ouderdomstoelage, rekening gehouden met de ware inkomsten.

Wet van 14 Juli 1930. — Deze wet houdende herziening van die van 10 December 1924, breidt de verplichte verzekering uit tot al de loontrekkers en onafhankelijke arbeiders wier beroepsinkomen niet 18,000 frank overschrijdt. De wet voorziet insgelijks de vrije verzekering. Het maandelijksch bedrag der bijdragen wordt bepaald op grondslag van het loon volgens roosters die acht klassen omvatten.

De verzekering met dit stelsel berust op het beginsel der capitalisatie op één hoofd.

Overgangstijdsperk. — Toekenning van een rentebijslag aan de verzekerden geboren van 1867 tot 1907 en die verschilt volgens het jaar van geboorte (van 3,200 tot 100 frank voor de gehuwde mannen en van 2,100 tot 100 frank voor de overige verzekerden).

Deze wet kent een rente voor huishouding toe aan den gehuwden verzekerde welke ook de leeftijd weze van de echtgenote, en een individueel pensioen aan de

overige verzekerden, in zoverre de echte jaarlijksche inkomsten niet 5,400 frank overschrijden indien de verzekerde ongehuwd, weduwnaar of gescheiden is, en 8,100 frank indien de verzekerde gehuwd is. Deze sommen worden verhoogd met 1,200 frank per kind, minder dan zestien jaar oud, ten laste van den verzekerde.

Onder het regime der wet van 14 Juli 1930 werd niet rekening gehouden met :

a) De inkomsten ontstaan uit het beroepsinkomen van den aanvrager en van zijn echtgenoot;

b) De ouderdoms- en weduwerenten gevestigd krachtens de wetten op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdigen dood (wetten van 10 December 1924 en van 18 Juni 1930), alsook de toelagen overeenkomstig deze wetten verleend;

c) De voedingsrenten door de nazaten betaald.

Wet van 23 Juli 1932. — Deze wet heeft sommige bepalingen der wet van 14 Juli 1930 gewijzigd, echter zonder eenige beginselwijziging. Volgens deze wet werd rekening gehouden met al de inkomsten van den aanvrager en zijn echtgenoot, welke er de aard en oorsprong van weze.

Werden echter buiten berekening gelaten :

1^o Voor het geheel, waar het geldt de aan de wet van 14 Juli 1930 onderworpen loontrekkende handarbeiders, het bruto salaris dat nog door den aanvrager en zijn echtgenoot wordt getrokken;

2^o Tot beloop van 6,000 frank, waar het geldt de aan de wet van 18 Juni 1930 onderworpen intellectueele loontrekkenden, de bruto vergelding welke de aanvrager alsmede zijn echtgenoot genieten;

3^o Tot beloop van 4,000 frank de beroepswinsten van den buiten dienstverband staanden arbeider en van zijn echtgenoot.

Zij voorzag bovendien een vrijstelling toepasselijk op het inkomen van den gebouwden eigendom, die wordt of werd betrokken door den aanvrager en bijaldien het kadastraal inkomen niet overschreed :

2,000 frank in de gemeenten van minder dan 5,000 inwoners;

2,500 frank in de gemeenten van 5,000 tot 30,000 inwoners;

3,500 frank in de gemeenten van 30,000 en meer inwoners.

De vrijstelling was toepasselijk naar rato van dezelfde bedragen op de huurwaarde der niet gebouwde eigendommen die de aanvrager en zijn echtgenoot exploiteerden of zelf hadden geëxploiteerd.

Beide vrijstellingen mochten niet worden gecumuleerd dan indien het inkomen van de gebouwde en niet gebouwde eigendommen in het totaal niet de volgende cijfers overschreed : 2,000 tot 3,500 frank.

De renten en toekeningen, gevestigd of betaald bij toepassing der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen en der wetten van 10 December 1924, 10 Maart 1925, 18 Juni 1930 en 14 Juli 1930 betreffende de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdigen dood, werden in hun geheel vrijgesteld.

Artikel 5 van bedoelde wet voorzag de toekenning van den bijslag van rechtswege verleend op 65 jaar aan de loontrekkende handenarbeiders onderworpen aan de wetten van 10 December 1924 en 14 Juli 1930, op wier rekening de wettelijke stortingen, voorzien bij de eene en de andere dezer wetten, werden gedaan gedurende de tien jaar vóór dit in den loop van hetwelk zij den leeftijd van 65 jaar zouden bereiken.

De loontrekkenden, geboren van 1 Juli 1867 tot 31 December 1870, konden den bijslag van rechtswege genieten indien zij regelmatig op een rekening de wettelijke stortingen, voorzien bij de wet van 10 December 1924, en bovendien een jaarlijksche storting, voorgeschreven bij de wet van 14 Juli 1930, hadden gedaan, indien de verzekerde werd geboren in 1867; twee stortingen indien de verzekerde was geboren in 1868, terwijl dit aantal werd verhoogd met een eenheid voor ieder der volgende jaren.

De bepalingen van dit artikel waren niet toepasselijk wanneer de inkomsten van den echtgenoot minstens 5,000 frank bedroegen of zoo de nazaten welstellend waren zooals bepaald bij artikel 11.

Artikel 7 der wet van 23 Juli 1932 bepaalde ook dat, waar het personen betreft wier inkomsten zijn samengebracht, de bijzondere vrijstellingen betreffende de loonen en bedrijfsinkomsten slechts eenmaal mocht worden toegepast op het globaal bedrag van die inkomsten; het overblijvende werd alsdan gedeeld door het getal dier personen en het aldus bekomen quotient diende als grondslag voor het bepalen van het bedrag van den bijslag dat aan aanzoeker zou worden toegekend. Bovendien mochten de aanzoekers, die hun inkomsten in gemeenschap stelden, slechts aanspraak maken op 50 t. h. van den bijslag voorzien voor de gehuwde aanvragers.

Artikel 8 bepaalde dat de aan den aanzoeker en aan zijn echtgenoot door het fonds der Gebrekkelijken en Verminkten uitbetaalde bijslagen zouden worden afgetrokken van het bedrag van den ouderdomsrentetoeslag.

Artikel 9 bepaalde hoe er diende rekening gehouden met de goederen afgestaan ten kosteloozen of ten bezwarenden titel in den loop van de tien jaren die het jaar der aanvraag om toelage voorafgingen.

Artikel 10 huldigt een nieuw beginsel, nl. het beginsel van het vermoeden van welstand bij toepassing van hetwelk de bijslag wordt geweigerd aan sommige aanvragers uit oorzaak van sommige indiciën zooals :

- 1^o De personen in de aanvullende belasting aangeslagen;
- 2^o De personen die dienstboden of andere personen in hun persoonlijke dienst hebben;
- 3^o Zij die een autorijtuig voor eigen gebruik benuttigen;
- 4^o Zij die een huis bewonen waarvan het kadastraal inkomen hooger is dan 3,000 of 4,200 frank naar gelang de bevolking van de gemeente waar zij verblijven, 5,000 inwoners of minder, van 5,000 tot 30,000 inwoners of 30,000 inwoners en meer telt.
- 5^o Zij die in den loop van de vijf jaren die de indiening van hun aanvraag voorafgaan;

a) In hun onderneming normaal benuttigd hebben hetzij de medewerking van twee loontrekkenden, of bezoldigden, hetzij een belegd kapitaal van minstens 50,000 frank;

b) Behalve de weduwen en huishoudsters geen enkele bedrijfsbezigheid hebben uitgeoefend ofschoon zij niet door werkonbekwaamheid zijn aangedaan;

c) Op normale wijze vrije beroepen hebben uitgeoefend of lastgevingen of diensten hebben vervuld.

Het *Koninklijk besluit van 31 Mei 1933*, gewijzigd bij dit van 14 Juli 1933, — wijzigt, volledigt en coördonneert sommige bepalingen der wet van 23 Juli 1932.

Worden vrijgesteld :

1^o De bedrijfsinkomsten van de loontrekkende handen- en geestesarbeiders, en eventueel die van hun echtgenoot : ten beloope van 4,200 frank per jaar indien de aanvrager gehuwd is; ten beloope van 2,800 frank per jaar indien hij ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden is; ten beloope van 2,100 frank per jaar indien de aanvrager samenwoont met andere personen dan zijn echtgenoot, ascendenten of afstammelingen, ofwel zijn inkomsten samenbrengt met die van deze personen;

2^o De bedrijfsinkomsten van den onafhankelijken arbeider en eventueel die van zijn echtgenoot :

Ten beloope van 2,800 frank per jaar indien de aanvrager gehuwd is;

Ten beloope van 2,100 frank per jaar indien de aanvrager ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden is;

Ten beloope van 1,400 frank per jaar indien de aanvrager samenwoont of zijn inkomsten samenbrengt met andere personen dan zijn echtgenoot, zijn ascendenten of afstammelingen. De hierboven voorziene vrijstellingen mogen niet worden gecumuleerd.

3^o Ten hoogste tot een beloop van :

1,000 frank in de gemeenten van minder dan 5,000 inwoners;

1,500 frank in de gemeenten van 5,000 tot en zonder 30,000 inwoners;

2,000 frank in de gemeenten van 30,000 of meer inwoners,

het inkomen van het huis dat de aanvrager bewoont bijaldien het kadastraal inkomen niet respectief 1,200, 2,000 of 2,800 frank overschrijdt volgens de bevolking van de gemeente waar hij verblijft, en op voorwaarde dat hij niet eigenaar of mede eigenaar van een ander huis is.

Wat betreft het inkomen van de niet gebouwde eigendommen bedraagt de voorziene vrijstelling 500, 750 of 1,000 frank volgens de categorie van de gemeente.

Deze vrijstellingen mogen niet worden gecumuleerd tenzij op voorwaarde dat zij niet 1,200, 2,000 of 2,800 frank overschrijden.

De verhooging van rechtswege mag enkel worden verleend aan de loontrekkende handenarbeiders die onder de toepassing vallen van de wetten van 10 December 1924 en 14 Juli 1930, op wier rekening de bij beide dezer wetten voorziene wettelijke stortingen werden gedaan, gedurende de tien jaren die het jaar voorafgaan tijdens hetwelk zij den leeftijd van vijf en zestig jaar zullen bereiken. Dus, slechts ten vroegste met ingang van 1 Januari 1936 zal de bijslag van rechtswege kunnen verleend worden daar de eerste van de tien vereischte stortingen pas in Januari 1926 kon gedaan worden.

Bovendien, zal de bijslag van rechtswege niet kunnen verleend worden :

1^o Wanneer de bestaansmiddelen van den echtgenoot minstens 5,000 frank bedragen.

2^o Wanneer de aanvrager of zijn echtgenoot tot een van de bij artikel 10 voorziene categorieën behoort (oorzaken van uitsluiting);

3^o Wanneer de afstammelingen bemiddeld zijn zooals bij artikel 11 wordt bepaald.

Worden beschouwd als zijnde bemiddeld voor de toepassing van deze bepaling de nazaten wier inkomsten met inbegrip van die van den echtgenoot hooger zijn dan 10,000 frank, indien de belanghebbende verblijft in een gemeente van minder dan 5,000 inwoners; 12,000 frank zoo hij verblijft in een gemeente van 5,000 tot en zonder 30,000 inwoners, of 15,000 frank zoo hij verblijft in een gemeente van 30,000 of meer inwoners.

Indien de afstammeling gehuwd is, worden deze sommen vermeerderd met twee tienden voor zijn echtgenoot en met een tiende voor ieder kind minder dan zestien jaar ten laste van den afstammeling.

De oorzaken van uitsluiting voorzien bij de wet van 23 Juni 1932 zijn ongewijzigd behalve wat betreft het kadastraal inkomen dat respectief van 3,000, 3,500 en 4,200 frank werd gebracht op 2,200, 2,800, en 4,000 frank, naar gelang de bevolking van de gemeente en het tewerkstellen in het bedrijf van twee loontrekkende personen of de belegging van een kapitaal van minstens 50,000 fr. werd verminderd tot een loontrekkenden persoon en de belegging van een kapitaal van minstens 50,000 frank.

OUDERDOMSPENSIOENEN.

EERSTE VRAAG. — Welk is het aantal verzekeringsplichtigen onderworpen aan de wet op de pensioenen en overlevingsrenten en gelijkgestellten die in 1932 stortingen hebben gedaan?

ANTWOORD. — 200,935.

TWEEDE VRAAG. — Welk is het aantal verzekeringsplichtigen onderworpen aan de wet op de pensioenen en overlevingsrenten voor bedienden die in 1932 stortingen gedaan hebben?

ANTWOORD. — Aantal bedienden aangesloten op 1 Septembre 1932 bij de verzekeringsinstellingen belast met de verzekering van de bedienden (wet van 18 Juni 1930, gewijzigd bij die van 3 Maart 1933).

Mannen	166,412
Vrouwen	68,653
Totaal	235,065

DERDE VRAAG. — Welk is het aantal loontrekkende verzekerden die in 1932 hebben gestort krachtens de wet van 14 Juli 1930?

ANTWOORD. — 1,277,534.

VIERDE VRAAG. — Welk is het aantal verzekerde onafhankelijke arbeiders die in 1932 hebben gestort krachtens de wet van 14 Juli 1930?

ANTWOORD. — 7,883.

VIJFDE VRAAG. — Welk is het aantal vrije verzekerden die in 1932 hebben gestort krachtens de wet van 14 Juli 1930 ?

ANTWOORD. — 546,247.

ZESDE VRAAG. — Hoeveel onafhankelijke arbeiders hadden in 1932 dienen te storten ?

ANTWOORD. — Het is niet mogelijk het aantal te bepalen.

Een groot aantal onafhankelijke arbeiders die hadden dienen te storten door middel van kaart I A, die de vermelding « onafhankelijk arbeider » draagt, storten door bemiddeling van een mutualiteitsvereniging. Deze verenigingen gebruiken de kaart I C zonder vermelding « onafhankelijk arbeider ».

ZEVENDE VRAAG. — Welk is het aantal kaarten van loontrekkende verzekerden, van verzekerde onafhankelijke arbeiders, van vrije verzekerden aan de Lijfrentekas in 1932 overgemaakt door de mutualiteiten voor lijfrente ?

ANTWOORD.

	Aantal kaarten door de Lijfrentekas ontvangen.	Kaarten overgemaakt door bemiddeling van de mutualiteiten voor lijfrente.	
		Aantal.	t. h.
Verzekerden	1,285,417	629,289	48.95
Vrije verzekerden . .	546,247	545,231	99.81
	1,831,664	1,174,511	64.12
	=====	=====	=====

ACHTSTE VRAAG. — Hoeveel bedrieglijke aangiften werden vastgesteld sedert den aanvang van de herziening der dossiers van ouderdomspensioenen ?

ANTWOORD. — Ingevolge de *thans bij toepassing van de besluit-wetten van 31 Mei en 14 Juli 1933 ondernomen algemeene herziening*, werd tot op heden geen enkele dossier wegens bedrieglijke of onvolledige aangifte aan de Hooge Commissie overgemaakt.

NEGENDE VRAAG. — Hoeveel dezer aangiften hadden de toekenning veroorzaakt van een hogere kosteloze toelage dan wat betaald moest worden ?

ANTWOORD. — De Algemeene Directie der Ouderdomspensioenen heeft *in den loop van* 1933, door bijzondere controleurs onderzoeken doen instellen om de misbruiken op te sporen en bekend te maken die in zake ouderdomspensioenen mochten bestaan ingevolge van valsche aangiften of van de verkeerde toepassing der wet van 23 Juli 1932. Dit werk werd verricht bij wijze van peilingen in verschillende gemeenten van het Rijk. De uitslag is de volgende :

Op 115 gemeenten waar de aanvragen van al de verzekerden opnieuw werden onderzocht, werden 766 bedragen gewijzigd door de Hoogere Commissie, na verslag aan dit college voorgelegd, om reden van verkeerde toepassing der reglementen.

Bovendien werden 787 valsche aangiften opgespoord, weshalve de Hoogere Commissie de straf heeft uitgesproken van de afschaffing van den rentebijslag voor vier of acht kwartalen, volgens het belang van het verzwegen inkomen.

VRAAG OP DE TOEPASSING DER ALGEMEENE WET VAN 14 JULI 1930.

1. Ouderdomsrente op 65 jaar verworven door een verzekerde geboren in Juni 1907 op wiens rekening vanaf Juli 1931 werden gestort : onderscheidenlijk 120, 180, 240, 300 frank per jaar verzekering.

Jaarlijksche storting.	Verworven rente.	Staatsbijdrage.	Totaal.
120	873	437	1,310
180	1,310	655	1,965
240	1,747	873	2,620
300	2,184	1,092	3,276

2. Een bode-deurwachter van de Ministerieele Departementen die op 25 jaar in dienst treedt, wiens nominale wedde zou schommelen tusschen 10,000 en 20,500 frank, zou op 65 jaar een nominaal pensioen ontvangen gelijk aan de 40/60 der gemiddelde wedde der jongste vijf dienstjaren, zegge 13,400 frank.

Om in de Lijfrentkas op het hoofd van dezen bode een rente van 13,400 frank te vestigen volgens het huidige tarief II van de Lijfrentkas, zou men stortingen moeten doen gelijk aan 7.23 t. h. der achtereenvolgende wedden van den betrokkene, zegge aanvankelijk 723 frank en ten slotte 1,482 frank.

Een lid deed opmerken dat sedert verscheidene jaren het Ministerie aankondigt dat onderhandelingen aan den gang zijn met de Fransche Regeering om tot een wetgeving van wederkeerigheid op het stuk van ouderdomspensioenen te geraken.

Dit lid meent dat de Regeering niet zou kunnen bewijzen dat zij met bekwaamen spoed en met vastberadenheid heeft gehandeld.

Een lid der Commissie heeft geprotesteerd tegen de afschaffing van den kosteloozen ouderdomsrentebijslag *van rechtswege* verleend aan de loontrekkende handarbeiders die thans 65 jaar oud zijn.

Een lid deed opmerken dat door deze besluiten-wet de Regeering den geest van de wet heeft gewijzigd. Feitelijk heeft zij het pensioen van 2,100 frank afgeschaft voor de weduwnaars door hun kinderen opgenomen en voor de ongehuwden door naaste bloedve wanten opgenomen. Al dezen trekken nog slechts 1,600 frank.

* * *

Het verslag en de begrooting werden goedgekeurd door de aanwezige leden, behalve vier onthoudingen.

De Verslaggever,
V. CARPENTIER.

De Voorzitter,
R. MOYERSON.